

►►► vée en tête en proportion des suffrages (23,2 % des voix), elle a perdu la direction de plus d'une quinzaine de communes, dont la capitale. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, Copenhague ne sera plus gouvernée par les sociaux-démocrates, mais, à compter du 1^{er} janvier 2026, par Sisse Marie Welling, candidate du Parti populaire socialiste.

Sur le plan économique, l'année a été marquée par les difficultés de plusieurs fleurons de l'industrie danoise : le 10 septembre, le géant pharmaceutique Novo Nordisk a annoncé le licenciement de 9 000 employés, dont 5 000 au Danemark, tandis que le spécialiste de l'éolien en mer Orsted, fragilisé par l'annulation de plusieurs projets, a fait savoir, le 9 octobre, qu'il allait supprimer 2 000 postes dans le monde, soit un quart de ses effectifs, d'ici à 2027. Pour autant, les comptes du pays restent dans le vert, avec une dette publique désormais inférieure à 30 % du PIB, et un taux de chômage autour de 3 %. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

ESPAGNE



CHEF DE L'ÉTAT Felipe VI
PREMIER MINISTRE Pedro Sanchez
SUPERFICIE 502 000 km²
POPULATION (HAB.) 47,8 millions
PIB (MD\$) 1 891,3
CROISSANCE 2,9 %
CHÔMAGE 10,8 %
MONNAIE euro
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,6 (76^e)

En Espagne, l'année 2025 a été dominée par les affaires visant l'entourage du premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, qui ont occupé une grande partie du débat public et contribué à affaiblir un exécutif déjà fragilisé par son étroite majorité parlementaire. Deux figures influentes de l'appareil gouvernemental ont ainsi été mises en cause pour des faits présumés de corruption liés à l'attribution de contrats publics ; l'un d'eux,

Santos Cerdan, ancien secrétaire à l'organisation du Parti socialiste ouvrier espagnol, a passé cinq mois en détention provisoire. Parallèlement, l'épouse et le frère du premier ministre sont poursuivis pour des soupçons de trafic d'influence. Pedro Sanchez a défendu ses proches et dénoncé une instrumentalisation politique de la justice, tout en réaffirmant son intention de rester en poste jusqu'en 2027 et de briguer un nouveau mandat.

La situation de l'exécutif s'est encore fragilisée le 27 octobre, lorsque Carles Puigdemont, chef de Junts, le parti indépendantiste catalan, a annoncé qu'il retirait son appui au gouvernement. Privé de majorité au Parlement, Pedro Sanchez ne peut plus espérer faire adopter le budget de 2026. Madrid devra une nouvelle fois se contenter de reconduire le cadre budgétaire en vigueur, pour la troisième année de suite.

Sur le plan économique, la croissance devrait atteindre 2,9 % en 2025 : c'est moins que les 3,5 % enregistrés en 2024, mais suffisant pour maintenir l'Espagne parmi les locomotives de l'Union européenne (UE). La croissance est essentiellement portée par la demande intérieure, notamment la consommation privée et l'investissement, soutenus par un marché du travail robuste. Le chômage, légèrement au-dessus de 10 %, continue de reculer, même s'il demeure l'un des plus élevés de l'UE. Le tourisme reste un pilier de l'économie, sans avoir réitéré le record de 2024 et ses 93,8 millions de visiteurs internationaux.

DÉBAT MÉMORIEL

A rebours d'une Europe obsédée par la fermeture de ses frontières, l'Espagne maintient une politique migratoire ouverte et assume l'arrivée massive de travailleurs venus en grande partie d'Amérique latine. Le pays compte désormais 7 millions d'étrangers (14,3 % de la population). Selon une étude de la Banque d'Espagne, l'immigration a contribué pour 0,4 à 0,7 point à la croissance du produit intérieur brut par habitant entre 2022 et 2024, soit près d'un quart de la hausse totale du niveau de vie. Une réforme du règlement sur les étrangers, entrée en vigueur en mai, a facilité la procédure d'« arraigo » (« enracinement ») et vise à régulariser de manière progressive entre 500 000 et 700 000 migrants.

Cet afflux de population accentue cependant les tensions sur le marché du logement, devenu la principale préoccupation des Espagnols. Selon la Banque d'Espagne, il man-

querait 700 000 logements. Les prix ont augmenté de près de 12 % en un an dans les grandes villes, la plus forte hausse depuis 2007.

Le 28 avril, une panne électrique d'une ampleur exceptionnelle a plongé l'Espagne et le Portugal dans le noir durant plusieurs heures. L'incident a mis en évidence la vulnérabilité du réseau, et la nécessité d'accélérer les investissements dans les interconnexions et les capacités de stockage. L'Espagne, qui s'appuie de plus en plus sur les énergies renouvelables, notamment l'éolien et le solaire, tire désormais plus de 55 % de son électricité de ces sources.

L'année a également été marquée par une saison d'incendies d'une gravité exceptionnelle. L'Espagne a enregistré les feux de forêt les plus destructeurs de son histoire récente, avec plus de 392 000 hectares brûlés entre juin et septembre, selon le système européen d'information sur les feux de forêts. Les zones les plus touchées (Galice, Castille-et-Léon, Aragon) sont parmi les régions les plus affectées par la dépopulation et la réduction de l'activité agricole. Plusieurs villages ont dû être évacués, et la coordination entre autorités régionales et Etat central a été vivement critiquée.

Enfin, le débat mémoriel a resurgi en novembre, à l'occasion du 50^e anniversaire de la mort du dictateur Francisco Franco. Alors que l'Espagne continue de débattre de cet héritage, la droite a accusé l'exécutif de « rouvrir les plaies », tandis que le gouvernement de Pedro Sanchez a élargi la portée de la loi sur la mémoire démocratique, adoptée en 2022, afin de durcir la condamnation du franquisme et d'étendre les mesures de réparation.

La publication des Mémoires de l'ancien roi Juan Carlos I^{er}, exilé à Abou Dhabi depuis 2020, a ravivé les tensions autour de sa figure et compliqué la tâche de son fils, le roi Felipe VI. Les fortes réactions suscitées par cet ouvrage rappellent que les scandales financiers ayant entaché les dernières années de règne du souverain restent un obstacle majeur à son éventuel retour en Espagne. ■

ISABELLE PIQUER

LA MANIÈRE FORTE DE TRUMP CONTRE SES VOISINS AMÉRICAINS

Revendication sur le canal de Panama, menaces contre le Venezuela, droits de douane, ingérence dans les processus électoraux : en un an, le président des Etats-Unis a affiché une volonté de reprise en main du continent, inspirée de la doctrine Monroe

Les Etats-Unis ont commencé l'année 2025 en braquant contre leurs voisins américains du Nord et du Sud l'arme des droits de douane. Ils l'ont achevée en pointant vers le Venezuela de Nicolas Maduro les canons d'une importante force navale et en bombardant des bateaux transportant prétendument de la drogue, dans la mer des Caraïbes et le long de la côte Pacifique, en violation du droit international. Entre les deux, Donald Trump a employé tout un éventail de menaces et de mesures coercitives, privilégiant la manière forte envers les gouvernements du continent qui ne s'alignaient pas spontanément sur ses priorités, s'ingérant sans complexe dans les élections, de l'Argentine au Honduras.

La politique de la seconde administration Trump envers les pays américains a été clairement résumée dans un document titré « Stratégie de défense nationale », publié le 5 décembre. Il y est question de « restaurer la suprématie américaine » en Amérique latine. « Après des années de négligence, les Etats-Unis vont réaffirmer et appliquer la doctrine Monroe. » Elaborée en 1823 par le président James Monroe pour mettre fin au colonialisme européen sur le continent américain, en échange d'une non-ingérence américaine en Europe, elle a évolué en une justification de l'influence et des interventions militaires des Etats-Unis en Amérique latine.

Cette approche assumée repose pour l'administration Trump sur un quadruple objectif : arrêter l'immigration et contraindre les pays d'origine, voire de transit, à réadmettre les personnes expulsées ;

démanteler les circuits du trafic de drogue (en particulier de fentanyl) en direction des Etats-Unis ; rééquilibrer les échanges commerciaux ; s'assurer du contrôle de ressources et d'infrastructures stratégiques (naturelles, commerciales, militaires...), alors que la présence chinoise dans la région n'a cessé de croître au fil des années.

SANCTIONS FINANCIÈRES

Le ton est donné dès avant le discours d'investiture du républicain. Le 7 janvier, le nouveau président n'exclut pas d'utiliser la force pour « reprendre » le canal de Panama, dont les ports sont jusqu'alors gérés par une entreprise chinoise de Hongkong. Le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, fils d'exilés cubains, a effectué trois voyages en Amérique centrale et latine en moins d'un an, incarnant la politique agressive de Washington dans la région, notamment sur le narcotrafic et envers les dirigeants issus de la gauche latino-américaine, qu'il juge « illégitimes ».

Pour amener les gouvernements à résipiscence, comme dans le reste du monde, Washington brandit d'emblée la menace de droits de douane massifs et place des personnalités ou des institutions sous sanctions financières, en Colombie, à Cuba ou au Venezuela. Le Canada et le Mexique, dont les économies

sont les plus imbriquées dans celle des Etats-Unis, sont les premiers guettés par des surtaxes de 25 %.

Donald Trump menace même de faire de son voisin du Nord le « 51^e Etat » des Etats-Unis « par la force » s'il ne se plie pas à ses conditions. Il met sa menace tarifaire à exécution pour l'acier, l'aluminium et les biens qui ne remplissent pas les conditions de l'accord commercial qui lie les trois pays nord-américains. Ottawa réplique d'abord par la taxation au même niveau d'une série de produits d'exportation américains, notamment agricoles, mais fait machine arrière quelques mois plus tard, en raison d'une économie à la peine, et accepte de renforcer les contrôles à la frontière. Environ 85 % des échanges transfrontaliers sont désormais exempts de droits de douane, mais des tarifs sectoriels touchent de plein fouet l'acier, l'aluminium ou l'automobile canadiens.

Dans le Sud, Claudia Sheinbaum, à la tête du premier partenaire commercial des Etats-Unis, opte pour une approche pragmatique du locataire de la Maison Blanche, avec qui elle s'entretient régulièrement par téléphone. Investie peu avant lui, le 1^{er} octobre 2024, la présidente mexicaine s'efforce d'emblée de désamorcer les demandes américaines. Avant même l'entrée

Avant même l'entrée en fonctions de Donald Trump, la présidente mexicaine multiplie les saisies de fentanyl et disperse des groupes de migrants

en fonctions de Donald Trump, elle multiplie les saisies de fentanyl et disperse des groupes de migrants arrivés dans le pays par la frontière avec le Guatemala.

Déterminée à éviter une intervention militaire américaine sur son territoire, que

pourrait permettre le classement des cartels comme groupes terroristes et l'autorisation donnée à l'armée par Donald Trump d'intervenir dans la lutte contre la drogue, elle transfère aux Etats-Unis des narcotrafiquants qui intéressent la justice. Elle obtient, en septembre, la signature d'un accord avec Washington sur la «sécurité frontalière» qui exclut, selon Mexico, toute intervention américaine sur son sol et mentionne, outre le narcotrafic, la lutte contre le trafic d'armes des Etats-Unis vers le Mexique. Cela n'empêche pas le président des Etats-Unis de déclarer, en novembre, que des frappes sur le Mexique ne lui poseraient «aucun problème». Claudia Sheinbaum parvient cependant à modérer les hausses de droits de douane.

«EMPEREUR DU MONDE»

Contrairement à elle, Gustavo Petro choisit de critiquer haut et fort les exigences de Washington. Le président colombien refuse l'atterrissage d'un avion transportant des migrants expulsés des Etats-Unis, accueille un sommet pro-palestinien sur la guerre à Gaza, proteste contre le déploiement militaire américain dans les Caraïbes. En représailles, le Trésor américain le place sous sanctions au titre de sa supposée implication dans le trafic de drogue.

Le narcotrafic sert aussi d'argument principal à Donald Trump pour mettre sous pression le régime «bolivarien» de Nicolas



Un homme manifestant contre l'ingérence des Etats-Unis porte un tee-shirt à l'effigie de Donald Trump, à Caracas, le 30 octobre 2025. ARIANA CUBILLOS/AP

Maduro, au Venezuela. Le président vénézuélien est accusé d'être à la tête d'un hypothétique cartel de Los Soles («cartel des soleils»), inscrit sur la liste américaine des organisations terroristes. Avant le déploiement militaire, Washington a fait pleuvoir des sanctions sur les dirigeants de Caracas, sur le secteur pétrolier, sur la banque centrale, réduisant fortement les revenus d'une économie déjà très mal en point.

Le cas du Brésil prouve cependant que le président américain peut changer soudainement de dispositions. Pendant neuf mois, Luiz Inacio Lula da Silva et Donald Trump ont été à couteaux tirés. Le

chef d'Etat brésilien accusait l'hôte de la Maison Blanche de se comporter en «empereur du monde», tandis que ce dernier faisait pression pour éviter la condamnation définitive de l'un de ses admirateurs, l'ancien président Jair Bolsonaro, accusé d'avoir fomenté une tentative de coup d'Etat après l'élection de Lula, et infligeait une surtaxe douanière de 50 % au Brésil. Mais une fois l'ex-président d'extrême droite condamné, Donald Trump a changé de registre envers son homologue brésilien, un «chic type» avec qui «on peut conclure de très bons accords».

Parmi les dirigeants en fonctions qui s'inscrivent dans sa mou-

vance, le président des Etats-Unis ne ménage pas sa peine. En Argentine, Javier Milei, que Donald Trump considère «totalement MAGA [Make America Great Again]», a bénéficié d'un soutien financier et politique stupéfiant. Avant des élections législatives argentines, en octobre, Washington a promis une aide de 20 milliards de dollars (environ 17 milliards d'euros) à une économie en difficulté, à la condition expresse que le libertarien remporte le scrutin – ce qui s'est produit. Pour ses bons services pénitentiaires, le président salvadorien a été, pour sa part, gratifié de 4,76 milliards de dollars. Nayib Bukele a accepté en échange d'héberger dans une prison de haute sécurité 101 migrants expulsés et 137 personnes accusées d'appartenir au gang vénézuélien Tren de Aragua.

Donald Trump est presque systématiquement intervenu pour faire connaître sa préférence lorsque des scrutins avaient lieu. A quelques jours des élections générales au Honduras, il a apporté son soutien, sur les réseaux sociaux, à l'un des candidats de droite, Nasry Asfura, qui l'a emporté sur le fil. Avoir le soutien américain n'est cependant pas une garantie de succès. Le jeune président équatorien, Daniel Noboa, bien disposé envers Washington, a ainsi échoué à faire accepter par référendum l'implantation de bases militaires étrangères. ■

CÉCILE CHAMBRAUD
ET STÉPHANIE LE BARS

| PAYS | PIB 2025 | CROISSANCE | ÉMISSIONS | DÉPENSES MILITAIRES | PAYS | PIB 2025 | CROISSANCE | ÉMISSIONS | DÉPENSES MILITAIRES |
|------------------------------|----------|------------|-------------------------|------------------------|------|----------|------------|-------------------------|------------------------|
| | Réel | Réel | DE CO ₂ 2024 | EN % PIB | | Réel | Réel | DE CO ₂ 2024 | EN % PIB |
| | | par hab. | | en 2024 évol 2019/2024 | | | par hab. | | en 2024 évol 2019/2024 |
| ANTIGUA-ET-BARB. | 2,3 | 22 313,8 | 2,5 | 0,6 | n.c. | n.c. | | | |
| ARGENTINE | 683,3 | 14 358,8 | 4,5 | 171 | 0,62 | -0,08 | | | |
| BAHAMAS | 16,3 | 39 726,4 | 2,2 | 3 | n.c. | n.c. | | | |
| BARBADE | 7,5 | 25 926,5 | 2,7 | 1,3 | n.c. | n.c. | | | |
| BELIZE | 3,3 | 7 896,8 | 1,5 | 0,7 | 0,9 | -0,12 | | | |
| BOLIVIE | 57 | 4 585,1 | 0,6 | 28,7 | 1,37 | -0,08 | | | |
| BRÉSIL | 2 256,9 | 10 577,8 | 2,4 | 483 | 0,97 | -0,41 | | | |
| CANADA | 2 280 | 54 934,8 | 1,2 | 533,3 | 1,31 | 0,03 | | | |
| CHILI | 347,1 | 17 180,9 | 2,5 | 78,7 | 1,58 | -0,29 | | | |
| COLOMBIE | 438,1 | 8 249,2 | 2,5 | 92,6 | 3,36 | 0,21 | | | |
| COSTA RICA | 102,6 | 19 104 | 3,6 | 8,7 | n.c. | n.c. | | | |
| CUBA | n.c. | n.c. | n.c. | 24,4 | n.c. | n.c. | | | |
| DOMINIQUE | 0,7 | 9 944 | 4,2 | 0,1 | n.c. | n.c. | | | |
| ÉQUATEUR | 130,5 | 7 210,1 | 3,2 | 45,9 | 2,22 | 0,04 | | | |
| ÉTATS-UNIS | 30 620 | 89 598,8 | 2 | 4 904,1 | 3,42 | 0,01 | | | |
| GRENADE | 1,4 | 12 543,9 | 3,3 | 0,3 | n.c. | n.c. | | | |
| GUATEMALA | 120,8 | 6 478,1 | 3,8 | 19,8 | 0,37 | -0,06 | | | |
| GUYANA | 25 | 31 377,5 | 10,3 | 4,5 | 0,87 | -0,43 | | | |
| HAÏTI | 30,9 | 2 461,4 | -3,1 | 2,9 | 0,07 | -0,02 | | | |
| HONDURAS | 39,4 | 3 636,6 | 3,8 | 12,8 | 1,58 | 0 | | | |
| JAMAÏQUE | 23,1 | 8 404,9 | 2,1 | 8,4 | 1,27 | -0,41 | | | |
| MEXIQUE | 1 860 | 13 966,9 | 1 | 460,9 | 0,89 | 0,38 | | | |
| NICARAGUA | 20,6 | 2 952,6 | 3 | 5,6 | 0,55 | -0,06 | | | |
| PANAMA | 90,4 | 19 802,1 | 4 | 12,6 | n.c. | n.c. | | | |
| PARAGUAY | 47,3 | 6 798,7 | 4,4 | 7,9 | 0,93 | -0,04 | | | |
| PÉROU | 318,4 | 9 255,7 | 2,9 | 70,2 | 0,91 | -0,3 | | | |
| RÉP. DOMINICAINE | 129,7 | 11 919,4 | 3 | 33,1 | 0,78 | 0,09 | | | |
| SAINTE-LUCIE | 2,6 | 14 647,4 | 2,4 | 0,5 | n.c. | n.c. | | | |
| SAINT-KITTS-ET-NEVIS | 1,1 | 22 157,5 | 1,7 | 0,2 | n.c. | n.c. | | | |
| ST-VINCENT-ET-LES-GRENADINES | 1,2 | 11 132,3 | 4,4 | 0,2 | n.c. | n.c. | | | |
| SALVADOR | 36,5 | 5 743,6 | 2,5 | 8,9 | 1,19 | 0,1 | | | |
| SURINAME | 4,4 | 6 843,4 | 2,7 | 2,9 | n.c. | n.c. | | | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 26 | 18 120,7 | 1 | 34,5 | 0,92 | 0,19 | | | |
| URUGUAY | 84,9 | 24 379,6 | 2,5 | 7,9 | 2,31 | 0,3 | | | |
| VENEZUELA | 82,7 | 3 102,9 | 0,5 | 116 | n.c. | n.c. | | | |

PIB réel : en milliards de dollars • PIB/hab. : en dollars • Croissance du PIB : taux en % • Emissions de CO₂ : en millions de tonnes • Evolution des dépenses militaires en points

ce citoyen canadien dirigeant un temple sikh, ce que New Delhi a refusé. Mark Carney tourne la page : les deux pays ont relancé les pourparlers pour un partenariat économique, qui vise à faire grimper à 70 milliards de dollars (60,5 milliards d'euros) leurs échanges commerciaux d'ici à 2030, soit plus du double de la somme actuelle.

Pour multiplier les débouchés, Mark Carney se rapproche aussi du Vieux Continent. Plutôt que de privilégier Washington pour son premier déplacement, en mars, il a fait une entorse à la tradition et mis le cap sur l'Europe, en se rendant au Royaume-Uni et en France, racines historiques de son pays. Depuis, le Canada et l'Union européenne ont signé un partenariat de défense et de sécurité, qui ouvre la voie à la participation d'entreprises canadiennes au programme ReArm Europe, de 800 milliards d'euros.

PROJET D'OLÉODUC

Dès sa prise de fonctions, Mark Carney a pris soin d'acter la rupture avec Justin Trudeau, en abolissant une mesure phare de son prédécesseur, très impopulaire dans l'Ouest canadien propétrole : la taxe sur le carbone imposée à la pompe.

Depuis, le premier ministre avance au pas de course. Ses premiers mois ont surtout été marqués par un texte mastodonte, la loi sur l'unité de l'économie canadienne. Elle accélère l'approbation des projets qu'Ottawa considère d'intérêt national, en passant outre des freins environnementaux, favorisant ainsi la création de pipelines. Un projet d'oléoduc, qui passerait par l'Alberta et la Colombie-Britannique pour exporter les barils en Asie, est d'ailleurs sur les rails. L'annonce a provoqué, en novembre, le départ retentissant du conseil des ministres de l'écologiste Steven Guilbeault, qui a dénoncé ces reculs. Une partie de la gauche est déçue par Mark Carney, qu'elle pensait plus « vert », étant donné son pedigree d'ex-envoyé spécial des Nations unies pour le financement de l'action climatique.

Au vu du contexte géopolitique inflammable, et face à un allié historique devenu toxique, le Canada accélère aussi les investissements en défense, visant 2 % du PIB en 2026 et 5 % d'ici à 2035 pour atteindre les recommandations de l'OTAN. Dans l'Arctique, région cardinale où se mêlent enjeux stratégiques et environnementaux, Ottawa montre déjà les muscles, avec de nouveaux brise-glaces pour contrer le rapprochement russo-chinois dans la région.

Malgré un budget largement déficitaire (équivalent à 48 milliards d'euros) qui a fait sourciller, Mark Carney garde le cap, bien aidé par une opposition désunie. Il a passé deux votes de confiance et conserve une popularité à peine érodée depuis son arrivée au pouvoir. Ses reculs face à Donald Trump ne semblent pas l'affaiblir, mais un nouveau test approche : les négociations pour l'Aceum, en 2026. ■

ELIOTT DUMOULIN

ÉTATS-UNIS



CHEF DE L'ÉTAT Donald Trump
(en fonctions le 20/01/2025)
SUPERFICIE 9 148 000 km²
POPULATION (HAB.) 347 millions
PIB (MD \$) 30 620
CROISSANCE 2 %
CHÔMAGE 4,2 %
MONNAIE dollar américain (0,85 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 14 (11^e)

Cette fois-ci, il avait tout préparé. La rumeur provenant de l'équipe de campagne de Donald Trump, fin 2024, rapportait que le président élu face à Kamala Harris s'était mis en ordre de bataille pour ne pas répéter le chaos de son premier mandat. Les avis les plus lénifiants estimaient que Trump II serait un Trump I plus ordonné, avec des mesures symboliques provocantes sur l'immigration et les droits de douane, mais rien de fondamental. Il n'en a rien été.

En un an, le président républicain a changé fondamentalement les États-Unis sur la scène intérieure, transformant son populisme bavarde en une prise de pouvoir inédite depuis celle de Franklin Delano Roosevelt en 1933 au cœur de la Grande Dépression. Il a centralisé le pouvoir à la Maison Blanche, court-circuité le Congrès, effrayé les juges, démantelé des politiques fédérales, mis à sa botte les dirigeants économiques, intimidé la Réserve fédérale, envoyé la garde nationale dans les villes dirigées par des maires noirs (Los Angeles, Washington,

Memphis, Chicago...). La violence rappelait celle de la « peur des rouges » (*Red Scare*), appelée maccarthysme en Europe, qui sévit aux États-Unis de 1947 à 1955. Dans un mélange d'affairisme inédit depuis la fin du XIX^e siècle, d'autoritarisme et de culte de la personnalité, Donald Trump a entraîné son pays dans une dérive illibérale.

Le journal *The Washington Post* a, depuis la première élection du milliardaire, choisi comme devise « *La démocratie meurt dans les ténèbres* ». Jamais ce slogan n'a été aussi faux : elle agonise en plein jour, devant une Amérique médusée, qui a toutefois commencé à réagir lors des élections de novembre 2025, qui ont vu la victoire de la gauche, qu'il s'agisse du socialiste Zohran Mamdani à la mairie de New York ou de la démocrate modérée Abigail Spanberger, élue gouverneure de la Virginie.

La prise de pouvoir de Donald Trump avait commencé avant sa cérémonie d'investiture, le 20 janvier, par une allégeance, celle des milieux économiques, en particulier de la tech. Tous les dirigeants ont défilé après le scrutin du 5 novembre 2024 dans la résidence du milliardaire de Mar-a-Lago, à Palm Beach (Floride), et ont fait des dons pour sa cérémonie d'investiture. Le changement de camp le plus emblématique a été celui de Mark Zuckerberg, patron fondateur de Meta, qui, furieux d'avoir eu à subir les pressions de l'administration Biden pendant la crise du Covid-19, a annoncé la fin du fact-checking (vérification des faits) et l'assouplissement de la modération de ses contenus dès le 7 janvier. Tous ont fini par rentrer dans le rang et accepter un dîner des patrons de la tech à la Maison Blanche, début septembre, y compris le fondateur de Microsoft et philanthrope Bill Gates.

ATTAQUE SUR LES UNIVERSITÉS

Lors de la prestation de serment de Donald Trump, le héros du jour était Elon Musk. L'homme le plus riche du monde, patron de Tesla, fondateur de SpaceX et propriétaire du réseau social X, avait financé massivement la campagne du républicain et s'est mis à sabrer dans les agences fédérales en prenant la tête du département de l'efficacité gouvernementale (DOGE). Elon Musk s'est attaqué à tout ce qu'il a pu, remettant en cause de nombreux contrats dans la défense et, surtout, démantelant l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid). La planète, effarée, a découvert un peu tard l'ampleur des aides américaines aux pays en

voie de développement. Si Bill Gates a accusé « l'homme le plus riche du monde » de faire « mourir » les enfants « les plus pauvres du monde », rien n'y a fait : l'Amérique ne s'est pas insurgée, et l'agence a été démantelée. Au bout de cinq mois, Elon Musk a quitté l'administration. Il a semé la dévastation sans vraiment s'attaquer aux déficits, dus aux budgets de la défense, des retraites, de la santé et des intérêts de la dette. Neuf mois après son lancement, le DOGE était quasi oublié.

L'attaque suivante a porté sur les universités, accusées d'avoir laissé se propager l'antisémitisme sur les campus dans la foulée de l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023 et de la guerre à Gaza. Donald Trump a coupé les vivres à Harvard, à Columbia et à beaucoup d'autres. L'administration a joué habilement sur la détestation de ces universités d'élite – le public a réalisé qu'elles recevaient des milliards de dollars de subventions fédérales, en particulier pour leurs laboratoires de recherche –, mais aussi sur la division que suscite la guerre Israël-Hamas au sein des élites et de la communauté juive.

Les universités ont capitulé, signant des compromis avec l'administration, à l'exception notable de Harvard. Ce fut alors l'escalade, l'administration cherchant à bloquer les visas d'étudiants de l'institution, décision renversée par un juge. En septembre, la justice a donné largement gain de cause à l'université, estimant que l'administration n'avait pas le droit de couper les fonds, mais la décision est contestée en appel.

En parallèle, Donald Trump a lancé sa guerre commerciale. Il n'a pas attendu un an, comme il l'avait fait lors de son premier mandat. Il a choisi le 2 avril, afin que nul ne croie à un poisson d'avril, pour annoncer ses droits de douane dits « réciproques ». Par des calculs réalisés sur un coin de table, l'administration a annoncé des taxes ahurissantes, pouvant dépasser 50 %, proportionnelles au déficit commercial bilatéral enregistré avec chaque pays – le Royaume-Uni, le Brésil et l'Australie se trouvent ainsi taxés au tarif minimal de 10 %.

La Chine a riposté immédiatement, les marchés ont commencé à paniquer (la Bourse mais aussi le marché de la dette), et Donald Trump a rétrogradé en catastrophe. C'est à cette période que le *Financial Times* invente l'expression « TACO » (pour « *Trump always chickens out* », « Trump se dégonfle toujours ») afin de qualifier la politique de la Maison Blanche. ►►►

Amérique du Nord

►►► L'expression ridiculise le président, mais est fautive. In fine, les partenaires des Etats-Unis capitulent, que ce soit le Japon dans le bureau Oval ou la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en Ecosse, et finissent avec des droits de douane de l'ordre de 15 % à 20 %. Des chiffres au-delà de ce que tout le monde avait imaginé un an plus tôt.

UN PROTECTIONNISME EN SURSIS

Seule la Chine a eu droit à un traitement particulier : la deuxième économie de la planète est la seule à avoir pris en étau les Etats-Unis, en menaçant de bloquer les exportations d'aimants, fabriqués à partir des fameuses terres rares, indispensables à l'industrie américaine, et en coupant dans les commandes de soja américain. Ce pays est le seul avec lequel Donald Trump a mené une politique traditionnelle, faite de réunions préparatoires, de compromis dossier par dossier, avant sa rencontre avec le président chinois, Xi Jinping, en Corée du Sud, fin octobre.

A cette exception près, Donald Trump a gagné ses guerres commerciales, qui remplissent les caisses de l'Etat fédéral. L'émergence de l'inflation, sans cesse annoncée, ne se produit pas massivement, privant d'argument les partisans du libre-échange qui prédisaient une catastrophe. Celle-ci n'était pas vraiment arrivée fin novembre 2025. Toutefois, cette politique protectionniste est en sursis, la Cour suprême devant décider si le président des Etats-Unis a le pouvoir d'imposer ces droits de douane en invoquant une loi d'urgence de 1977 qui ne les mentionne pas. La position juridique de l'administration Trump semblait extrêmement fragile à l'issue des auditions de l'automne, mais il est possible que la Cour laisse une échappatoire au président pour régulariser ex post ses actions.

Ces recettes permettent de prétendre que Donald Trump fait quelque chose pour le budget. Le déficit public reste considérable (1800 milliards de dollars), mais a reculé, pour l'exercice clos en septembre 2025, de 6,3 % à 5,9 % du PIB. Surtout, le président est parvenu à tenir sa promesse, faisant passer le One Big Beautiful Bill, son programme de baisses d'impôts.

Ces hoquets se déroulent alors que le pays est lancé dans une course à l'intelligence artificielle (IA). Elle seule porte la croissance américaine. Cette frénésie est faite de centaines de milliards de dollars d'investissements, dont l'ampleur

et les conséquences rappellent la folie des investissements dans les chemins de fer au XIX^e siècle. In fine, beaucoup firent faillite, mais le pays avait été équipé. Or, dans un revirement inattendu, la tech américaine s'est alliée aux trumpistes sans que l'on sache qui mène la danse, l'administration ou les gourous californiens, tels Peter Thiel, fondateur de la firme d'intelligence militaire Palantir, ou Sam Altman, patron d'OpenAI, qui cherchent à inventer un monde dans lequel la science rejoint la fiction. Leur pouvoir s'impose, comme l'a montré le renoncement de Donald Trump à déployer la garde nationale à San Francisco.

La création de ce monde nouveau s'accompagne d'une libération au sens propre des énergies, englouties par l'IA. Sans surprise, Donald Trump a choisi de retirer son pays de l'accord de Paris sur le climat, a supprimé les aides aux énergies renouvelables instaurées par son prédécesseur, et s'est lancé dans un plan de soutien massif au nucléaire. Cette politique est dans la veine de nombreux axes réactionnaires de Donald Trump, qui a également mis un antivax à la tête du ministère de la santé et banni, dans la foulée d'un arrêt de la Cour suprême, les programmes favorables à la diversité.

CHASSE AUX CLANDESTINS

Un autre volet de la politique de Donald Trump a été la chasse aux clandestins, avec une politisation des forces de l'ordre, voire de l'armée. L'administration a, au début, joué sur du velours, arguant que l'administration Biden avait laissé entrer 8 millions de personnes par la frontière sud du Rio Grande, ce qui est exact. Mais là où l'administration avait insinué qu'elle se concentrerait sur les criminels étrangers, le service de l'immigration et des douanes des Etats-Unis (ICE) et son ancien directeur Tom Homan, surnommé « le tsar de la frontière », ont chassé tous azimuts : dans les tribunaux où les migrants se faisaient régulariser ; sur les campus, où l'on a assisté à de véritables enlèvements par des policiers de l'ICE masqués et équipés de voitures banalisées.

Les intéressés se sont retrouvés dans un site de rétention en Louisiane, voire expulsés dans les prisons du Salvador. La manœuvre s'est accompagnée d'une facturation des visas d'immigration de travail H-1B à hauteur de 100 000 dollars (86 000 euros environ), conduisant à un mouvement d'émigration inédit aux Etats-Unis.

Donald Trump a aussi instrumentalisé la justice à des fins politiques. Joe Biden avait gracié préventivement sa famille et des membres de son administration, comme Anthony Fauci, le conseiller sur le Covid-19, honni des antivax. Tous n'ont pas eu ce droit, et Donald Trump a lancé des poursuites contre l'ancien patron du FBI James Comey, la procureure de New York Letitia James, l'ancien conseiller à la sécurité nationale John Bolton. Les inculpations des deux premiers ont été annulées par la justice, fin novembre, marquant peut-être un tournant, alors qu'un climat de peur régnait depuis des mois, conduisant des Américains à effacer leurs posts sur LinkedIn de crainte d'être pourchassés par l'administration.

La toute-puissance de Donald Trump et du mouvement MAGA (pour *Make America great again*, « rendons sa grandeur à l'Amérique », le slogan électoral du républicain) a culminé le 10 septembre, lors de l'assassinat de Charlie Kirk, sur un campus de l'Utah. Avec la disparition de cette figure religieuse et ultraconservatrice, la droite trumpiste avait son martyr, qui lui permettait de galvaniser ses troupes et de museler toute contestation.

Pourtant, le président a subi des déconvenues les semaines suivantes : révélation de ses contacts avec le prédateur sexuel Jeffrey Epstein, retrouvé pendu dans sa prison en 2019 ; mauvais scores électoraux et mise en branle, lente mais perceptible, du contre-pouvoir judiciaire. Tous les esprits se focalisent désormais sur les élections de mi-mandat, en novembre 2026. Elles ont donné lieu, en amont, à des redécoupages électoraux inédits, le Texas ouvrant le bal pour envoyer cinq élus républicains supplémentaires à la Chambre des représentants des Etats-Unis. En représailles, la Californie a, par référendum, modifié sa carte électorale pour donner cinq sièges supplémentaires aux démocrates. La grande question, fin 2025, était de savoir si l'apogée du trumpisme était passée. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

MEXIQUE



CHEFFE DE L'ÉTAT Claudia Sheinbaum
SUPERFICIE 1 959 000 km²
POPULATION (HAB.) 131,9 millions
PIB (MD \$) 1 860
CROISSANCE 1 %
CHÔMAGE 2,9 %
MONNAIE peso mexicain (0,04 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 3,5 (101^e)

Depuis l'arrivée au pouvoir de Claudia Sheinbaum, en octobre 2024, le Mexique vit son meilleur et son pire moment. Le meilleur, parce que le pays a une cheffe de l'Etat perçue par plus de 80 % de la population comme « *hon-nête et travailleuse* ». Le pire, parce que son élection a coïncidé avec celle de Donald Trump aux Etats-Unis, qui veut rebattre les cartes de toute la construction de l'Amérique du Nord sur laquelle repose la prospérité actuelle du Mexique. Les Mexicains sont rassurés de voir que celle qui tient les rênes du pays arrive à dialoguer avec son homologue américain et obtient une certaine considération. Mais ils sont aussi très inquiets de voir s'amonceler les nuages venus du nord.

Washington fait en effet peser une menace inédite sur son voisin mexicain : ses cartels sont devenus des « *organisations terroristes* » contre lesquelles les Etats-Unis peuvent agir pour protéger leurs citoyens, ses usines sont désormais des concurrentes et ses migrants sont de trop.

M. Trump a répété à de nombreuses reprises vouloir rompre l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna), signé en 1994 et devenu l'Accord Canada - Etats-Unis - Mexique (Aécum), entré en vigueur en 2020. Cette alliance a fait du Mexique le premier partenaire commercial des Etats-Unis. En trente ans, l'imbrication de ces deux économies est telle qu'il est devenu complexe de taxer un produit fabriqué au Mexique sans impacter l'investissement américain.

A partir de janvier 2026, les trois pays doivent renégocier les termes du traité, qui seront sans doute plus

favorables aux Etats-Unis qu'à leurs deux partenaires. En 2017 déjà, le président mexicain, Enrique Peña Nieto (2012-2018), avait dû faire des concessions qui avaient réduit les avantages compétitifs du Mexique, pour satisfaire M. Trump lors de son premier mandat. Jusqu'en juin 2026, les discussions pour aboutir un nouveau Aécum seront sans doute tendues, d'autant que les Etats-Unis cherchent à mettre tous les sujets sur la table des négociations, y compris la propriété intellectuelle. Dans le même temps, les trois pays doivent parvenir à organiser ensemble la Coupe du monde de football, dont le match d'ouverture est prévu le 11 juin 2026 au stade Azteca de Mexico.

Le FMI table sur une croissance d'environ 1 % sur l'année 2025 (contre 1,5 % en 2024) et considère que le Mexique traverse une phase de ralentissement, marquée par une contraction de l'investissement privé, une production industrielle en recul et une baisse de la consommation intérieure. Le gouvernement mexicain, par la voix de son ancien ministre des finances Rogelio Ramirez de la O, a reconnu « *un environnement économique mondial plus complexe* », tout en affirmant que « *la discipline budgétaire et la stabilité macroéconomique du pays restent solides* ».

Le gouvernement assure que les grands projets d'infrastructures lancés pendant le mandat d'Andrés Manuel Lopez Obrador (2018-2024) et ceux de la présidence actuelle continueront de générer de l'emploi et de soutenir la demande intérieure. L'ancien président a lancé, pendant son mandat, la construction d'une raffinerie de pétrole et de 2240 kilomètres de chemins de fer : le train interurbain baptisé « *L'Insurgé* », entre Mexico et Toluca ; le train Maya, dans la péninsule du Yucatan ; et le corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec, la partie la plus étroite du Mexique entre l'Atlantique et le Pacifique.

RÉEXPORTATION DU GAZ AMÉRICAIN

La présidente Sheinbaum a prévu de construire 3000 kilomètres de voies ferrées avant la fin de son mandat, en 2030, depuis le centre du pays jusqu'à la frontière nord avec les Etats-Unis. Elle a également mis sur pied un plan de développement économique, dénommé « *Plan Mexique* », pour créer de nouveaux pôles industriels dans des zones délaissées, ce qui inquiète les organisations écologistes et les communautés locales.

Ces pôles sont liés à la politique énergétique de M^{me} Sheinbaum,

qui implique 23,4 milliards de dollars (environ 20 milliards d'euros) d'investissements jusqu'en 2030. Une modification de la Constitution a mis fin cette année à la réforme énergétique de l'ex-président Peña Nieto, qui avait ouvert le secteur de l'énergie au capital privé.

La compagnie pétrolière nationale, Pemex, ainsi que la Commission fédérale d'électricité (CFE) retrouvent leur caractère d'« *entreprises publiques* » et non plus d'« *entreprises productives* ». La CFE continue une même politique d'importation et d'exportation du gaz américain vers les marchés asiatique et européen. Le Mexique dépend à 90 % du gaz américain pour sa consommation interne et développe en parallèle des infrastructures (gazoduc, usine de transformation du gaz) d'exportation de ce gaz vers l'Europe à partir de sa côte Atlantique et vers l'Asie depuis sa côte Pacifique.

Avec cette réexportation de gaz, le Mexique a beaucoup à perdre pour ses ressources naturelles, en particulier dans le golfe de Californie, considéré comme l'aquarium du monde. Les caisses de Pemex seront moins mises à contribution par l'Etat mexicain, pour permettre à cette entreprise fortement endettée de mener à bien des investissements dans la production pétrolière. Par ailleurs, le gouvernement mène une lutte ambitieuse contre la contrebande d'hydrocarbures, une activité criminelle dénommée « *huachicol fiscal* », et qui pourrait rapporter plusieurs milliards d'euros, détournés de Pemex.

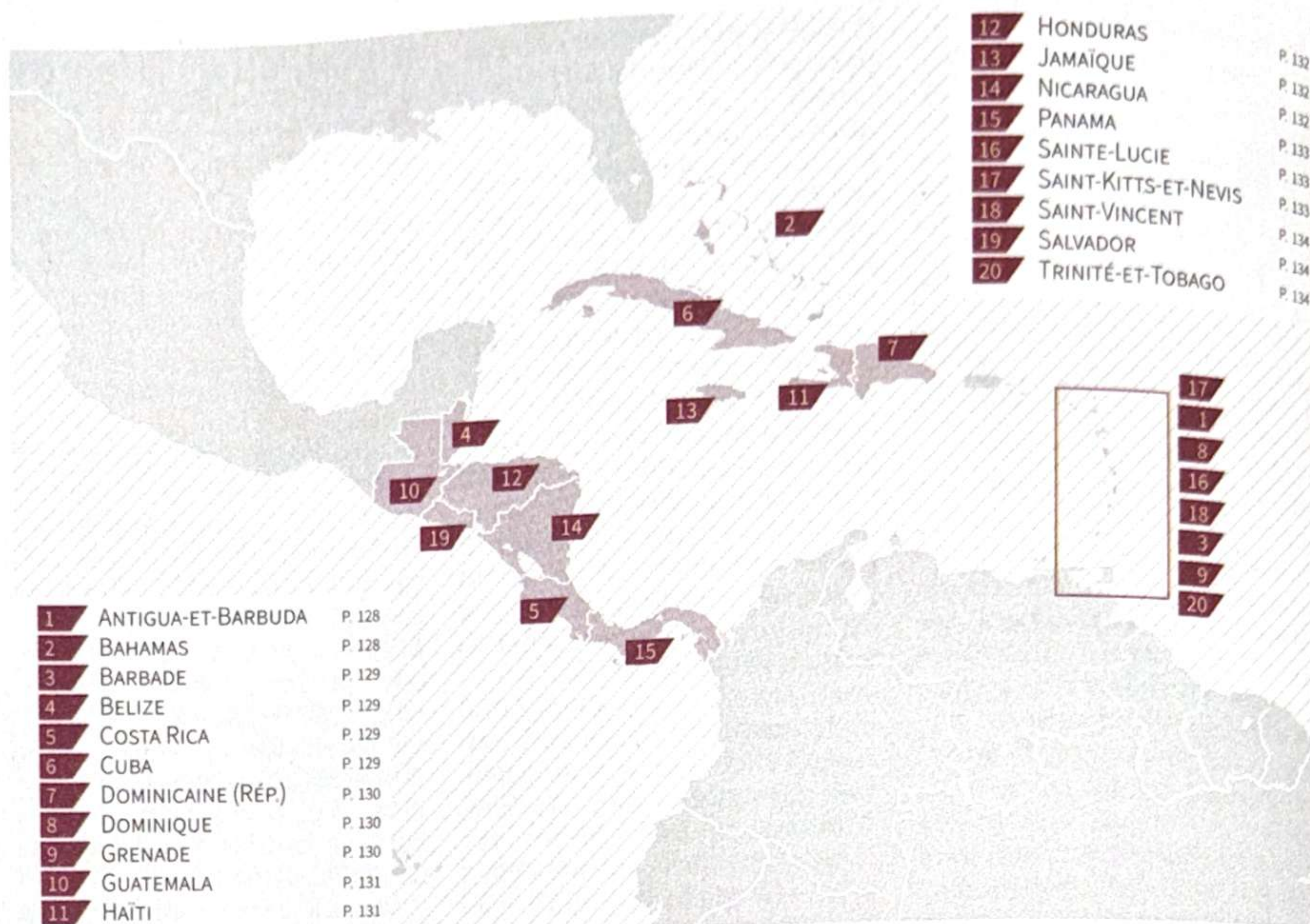
La présidente Sheinbaum a été beaucoup plus active que son prédécesseur dans la lutte contre le crime organisé. Son bilan montre une réduction des homicides et une hausse très importante des prises de drogue et d'armes. Le nombre de disparus continue par contre d'augmenter, et atteint le chiffre de 130 000 personnes en 2025. Cet activisme antidroge n'est pas étranger aux critiques du président Trump sur l'infiltration du narcotrafic au plus haut sommet de l'Etat mexicain. En montrant des résultats sur ce dossier, M^{me} Sheinbaum a obtenu de Washington une meilleure collaboration sur la question des droits de douane.

La nouvelle administration républicaine des Etats-Unis a aussi obligé la présidente à chercher d'autres partenaires, et d'éventuels marchés, à l'international. Mexico s'est rapproché dans un premier temps de l'Amérique latine, et en particulier du Brésil, pour augmenter les échanges commerciaux. La

compagnie d'Etat Mexicana de Aviacion a acheté, cette année, 20 avions au constructeur brésilien Embraer plutôt que des Boeing. M^{me} Sheinbaum a également accéléré la modernisation de l'accord commercial avec l'Union européenne (UE), qui doit être signé en février 2026, puis ratifié par l'UE.

A la différence du reste du continent américain, le Mexique ne s'est pas tourné vers la Chine, afin de ne pas provoquer la colère des Etats-Unis. Il va même taxer les produits des pays avec lesquels il n'a pas d'accord commercial, dont les productions chinoises. Un geste inédit, officiellement destiné à protéger son industrie, officieusement à ne pas tendre le bâton pour se faire battre. ■

ANNE VIGNA



ANTIGUA-ET-BARBUDA



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Gaston Browne
SUPERFICIE 400 km²
POPULATION (HAB.) 94 000
PIB (MD \$) 2,3
CROISSANCE 2,5 %
CHÔMAGE n.c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,31 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 7,1 (38°)

Jeter des ponts entre les deux rives de l'Atlantique, renforcer les partenariats et garantir à nos peuples une plus grande mobilité, de meilleures opportunités et une prospérité partagée : c'est la vision énoncée par Paul Chet Greene, le ministre des affaires étrangères d'Antigua-et-Barbuda, lors de la signature, le 26 septembre, d'accords d'exemption de visa avec le Bénin, le Ghana et le Kenya, dans le cadre

du renforcement de la coopération entre la Communauté caribéenne et le continent africain.

Le 1^{er} août, le premier ministre, Gaston Browne, signait avec l'ambassadrice de Chine à Antigua-et-Barbuda deux accords de partenariat économique. A la clé, une aide de 14 millions de dollars (12 millions d'euros) versée par Pékin au micro-Etat insulaire de 94 000 habitants. « La Chine nous a toujours soutenus, discrètement, respectueusement », a fait valoir M. Browne quelques jours plus tard, saluant un partenaire « fiable » qui ne demande pas à Antigua-et-Barbuda de « prendre parti dans les conflits géopolitiques ». En octobre, le dirigeant travailliste assurait que son pays n'avait « aucune intention » d'héberger du matériel militaire américain, alors que les Etats-Unis continuaient de renforcer leur présence militaire en mer des Caraïbes pour faire pression sur le Venezuela.

L'activité économique devrait augmenter de 2,5 % en 2025, après un bon de 3,7 % l'année précédente, selon les pronostics du FMI, dans ce pays où le tourisme représente 60 % du PIB. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

BAHAMAS



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Philip Davis
SUPERFICIE 14 000 km²
POPULATION (HAB.) 403 000
PIB (MD \$) 16,3 **CROISSANCE** 2,2 %
CHÔMAGE 9,3 %
MONNAIE dollar bahamien (0,85 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 7,6 (36°)

Faire des Bahamas « une vitrine du tourisme spatial et du progrès technologique au niveau mondial », tel était l'objectif avoué de Philip Davis, le premier ministre de cet archipel de quelque 700 îles et 400 000 habitants, après l'atterrissage, le 18 février, d'une fusée Falcon-9, de SpaceX, sur un navire-drone dans la zone maritime d'Exuma Sound.

En vertu d'un accord, révélé en 2024, entre le gouvernement de cet Etat caribéen et la firme aérospatiale américaine, qui a fait un don de 1 million de dollars

(865 000 euros) à l'université des Bahamas, 19 autres opérations similaires sont prévues dans l'archipel. Mais, après l'explosion, le 6 mars, d'une fusée Starship dans le ciel des Caraïbes, qui a provoqué une pluie de débris sur les Bahamas et plusieurs pays voisins, les atterrissements suivants ont été reportés.

Selon la police bahamienne, sur les six premiers mois de l'année, la criminalité était en baisse de 14 % et le nombre d'homicides de 27 % par rapport à la même période en 2024, grâce au démantèlement de réseaux criminels.

Le 31 octobre, l'ouragan Melissa a balayé plusieurs îles du sud des Bahamas, causant d'importants dégâts matériels, mais sans faire de victimes. Le tourisme représente la moitié du PIB de l'archipel. ■

J.-M. HA.

BARBADE



CHEF DE L'ÉTAT Jeffrey Bostic (30/11/2025)
PREMIÈRE MINISTRE Mia Mottley
SUPERFICIE 430 km²
POPULATION (HAB.) 283 000
PIB (MD \$) 7,5 **CROISSANCE** 2,7 %
CHÔMAGE 7,9 %
MONNAIE dollar barbadien (0,42 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,8 (70°)

« La loi de la jungle ne pourra pas nous garantir un avenir ou une planète habitable », a averti la première ministre barbadienne, Mia Mottley, lors de son allocution à l'Assemblée générale des Nations unies, le 26 septembre. La dirigeante travailliste, qui fait partie des personnalités pressenties pour succéder au Portugais Antonio Guterres, dont le mandat à la tête des Nations unies s'achèvera fin 2026, a défendu le multilatéralisme, garant de la survie des petits États, ainsi que la paix mondiale, et appelé ses homologues à débloquent 1300 milliards de dollars (1125 milliards d'euros) par an, d'ici à 2035, pour financer la transition écologique.

La Barbade fait partie des quatre pays de la Communauté caribéenne qui ont mis en place, le

1^{er} octobre, la libre circulation totale pour leurs ressortissants. « Nous accueillons les membres de notre famille caribéenne. Nous n'accueillons pas les criminels », a déclaré M^{me} Mottley, soucieuse de dissiper les craintes de ses concitoyens au sujet de l'immigration illégale.

Le 7 octobre, le lieutenant-colonel Jeffrey Bostic a été désigné président de la république lors d'une session conjointe des deux chambres du parlement barbadien. Investi le 30 novembre, cet ancien ministre de 65 ans est devenu le deuxième chef de l'État depuis l'abolition de la monarchie, en 2021, dans cette ancienne colonie britannique. ■

J.-M. HA.

BELIZE



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Johnny Briceño (réélu le 12/03/2025)
SUPERFICIE 23 000 km²
POPULATION (HAB.) 423 000
PIB (MD \$) 3,3 **CROISSANCE** 1,5 %
CHÔMAGE 2,6 %
MONNAIE dollar bélizien (0,41 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,9 (135°)

Johnny Briceño, le premier ministre au pouvoir depuis novembre 2020, a dissous le Parlement en février 2025 et convoqué des élections législatives anticipées. Il a été réélu pour un second mandat, et le Parti d'unité populaire (centre gauche), auquel il appartient, a remporté 26 sièges sur les 31 du Parlement.

Le Fonds monétaire international projette une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,5 % pour 2025, avec une inflation maîtrisée du même ordre. Le ratio dette publique/PIB a fortement diminué ; c'était l'un des objectifs de l'échange dette-nature que le pays a signé en 2021 avec l'ONG The Nature Conservancy : afin d'obtenir une réduction de sa dette, le Belize s'est engagé pour la protection marine.

Malgré des tensions qui perdurent avec le Guatemala, notam-

ment des incursions de l'armée guatémaltèque à la frontière, Johnny Briceño s'est tourné vers son voisin et le Mexique. Les trois pays ont créé, sur près de 5,7 millions d'hectares, le « Corridor bioculturel de la grande forêt maya » et préparent des infrastructures pour le transport d'énergie comme de passagers, avec notamment la prolongation du Train Maya mexicain. ■

ANNE VIGNA

COSTA RICA



CHEF DE L'ÉTAT Rodrigo Chaves
SUPERFICIE 51 000 km²
POPULATION (HAB.) 5,1 millions
PIB (MD \$) 102,6 **CROISSANCE** 3,6 %
CHÔMAGE 7,5 %
MONNAIE colon (0,001 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,7 (139°)

Rodrigo Chaves termine son mandat présidentiel (2022-2026) avec un bilan décevant. Malgré une popularité autour de 50 %, acquise à grand renfort de populisme et de marketing, le chef de l'État a surtout désigné d'autres responsables que lui quant aux crises que traverse le pays, mais n'a guère agi pour redresser l'économie ni faire baisser l'insécurité.

C'est auprès de son homologue salvadorien, Nayib Bukele, qu'il est allé chercher conseils et popularité, mais ses projets pour attaquer des droits et des libertés fondamentales inscrites dans la Constitution n'ont jamais été approuvés par le Parlement. En juillet, la Cour suprême a demandé à l'Assemblée législative de lever l'immunité de M. Chaves pour corruption, une démarche sans précédent dans le pays.

Le rapprochement avec l'administration Trump n'a guère été suivi d'effets. Les exportations vers les États-Unis, qui représentent 47 % des exportations totales du Costa Rica, sont taxées à hauteur de 15 % depuis août, alors que le reste de l'Amérique centrale est taxé à hauteur de 10 %. ■

AN. VI.

CUBA



CHEF DE L'ÉTAT Miguel Diaz-Canel
SUPERFICIE 107 000 km²
POPULATION (HAB.) 10,9 millions
PIB (MD \$) n. c. **CROISSANCE** n. c.
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE peso cubain (0,85 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,2 (127°)

La situation sociale continue de se détériorer sur l'île, alors que les départs de Cubains pour les États-Unis se sont taris avec la fin, décidée par le président Donald Trump, du programme spécial pour les demandeurs d'asile latino-américains. Depuis la pandémie de Covid-19, près de 10 % de la population a quitté l'île. Le Mexique est devenu une terre d'asile en 2025, mais reste moins attrayant que les États-Unis pour les volontaires à l'exil.

La présidente mexicaine est désormais la plus fidèle alliée de Cuba, alors que les pannes de carburant et d'électricité sont devenues quotidiennes. L'entreprise publique mexicaine Pemex livre du pétrole en échange de la venue de médecins cubains, tandis que la Commission fédérale d'électricité mène une mission permanente pour réparer les centrales thermoélectriques de l'île. Ce soutien est mal vu par les États-Unis, dont la présence militaire en mer des Caraïbes raréfie toujours plus les envois illégaux de pétrole depuis le Venezuela.

UNE INFLATION D'ENVIRON 30 %

L'un des seuls secteurs dynamiques de Cuba concerne le développement des énergies renouvelables, en particulier la création de parcs solaires. Pour le reste, les principaux indicateurs se sont dégradés par rapport à 2024. Le gouvernement cubain estime la croissance à 1 % du PIB pour l'année 2025, alors que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes prévoit une contraction de -1,5 % et estime le taux d'inflation à environ 30 %.

Sur le premier trimestre de l'année, les chiffres officiels confirment que le nombre de visiteurs ►►►

►►► étrangers a baissé de 25 % par rapport à la même période en 2024. L'industrie et l'agriculture voient encore leur production chuter.

La fracture politique s'est approfondie entre un gouvernement toujours soumis à un blocus et menacé sur la scène internationale, et une population qui rêve d'un changement de régime. Mais aucune opposition n'est crédible à ses yeux, alors que tous les projets politiques naissent à Miami (Etats-Unis).

Arrivés à la Maison Blanche, Donald Trump et son secrétaire d'Etat Marco Rubio – fils d'immigrés cubains – ont tout de suite mis fin aux mesures d'assouplissement de l'administration précédente et réinscrit Cuba sur la liste des Etats soutenant le terrorisme. Le président a signé en juin un mémorandum de sécurité nationale qui interdit toutes les transactions financières entre des entreprises américaines et les entités cubaines. La mesure cherche à compliquer les importations de produits alimentaires depuis les Etats-Unis, menées par la diaspora cubaine par le biais d'entreprises d'import-export. ■

ANNE VIGNA

DOMINICAINE (RÉP.)



CHEF DE L'ÉTAT Luis Abinader
SUPERFICIE 49 000 km²
POPULATION (HAB.) 11,5 millions
PIB (MD \$) 129,7
CROISSANCE 3 %
CHÔMAGE 5,3 %
MONNAIE peso (0,01 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,9 (113^e)

Cela nous a tous frappés très durement», s'est ému Luis Abinader, le président de la République dominicaine, une semaine après la tragédie qui a ensanglanté Saint-Domingue le 8 avril. Ce soir-là, le toit de la discothèque Jet Set, établissement réputé de la capitale, s'effondrait pendant un concert de merengue. Bilan de la catastrophe : 236 morts et 179 blessés. Le proprié-

taire, un chef d'entreprise dominicano-américain, a été arrêté.

Le gouvernement a poursuivi sa politique d'expulsion massive d'immigrés haïtiens vers le pays voisin, en proie à une grave crise politique et sécuritaire. De janvier à octobre, les autorités dominicaines ont rapatrié de force plus de 200 000 migrants vers Haïti, soit autant que durant toute l'année 2024, selon l'Organisation internationale pour les migrations. En avril, cette agence onusienne avait dénoncé les expulsions de personnes « très vulnérables », dont des femmes enceintes, des enfants et des nouveau-nés.

Selon le FMI, le taux de croissance du PIB de la République dominicaine devrait atteindre 3 % en 2025. En plein boom, le tourisme représente 16 % de l'activité économique dans ce pays qui exporte principalement des minerais et des produits agricoles. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

DOMINIQUE



CHEFFE DE L'ÉTAT Sylvanie Burton
PREMIER MINISTRE Roosevelt Skerrit
SUPERFICIE 750 km²
POPULATION (HAB.) 72 000
PIB (MD \$) 0,7 **CROISSANCE** 4,2 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,31 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,6 (119^e)

Au terme de longs mois de consultations, la Dominique et quatre autres pays caribéens ont adopté, fin septembre 2025, une réforme harmonisant leurs dispositifs respectifs de citoyenneté par investissement (CBI). L'Union européenne et les Etats-Unis menaçaient, depuis plusieurs années, d'imposer des restrictions à l'arrivée de ressortissants de ces cinq Etats des Caraïbes orientales en raison de ces programmes de « passeports dorés ».

La réforme prévoit la création d'une autorité supranationale de

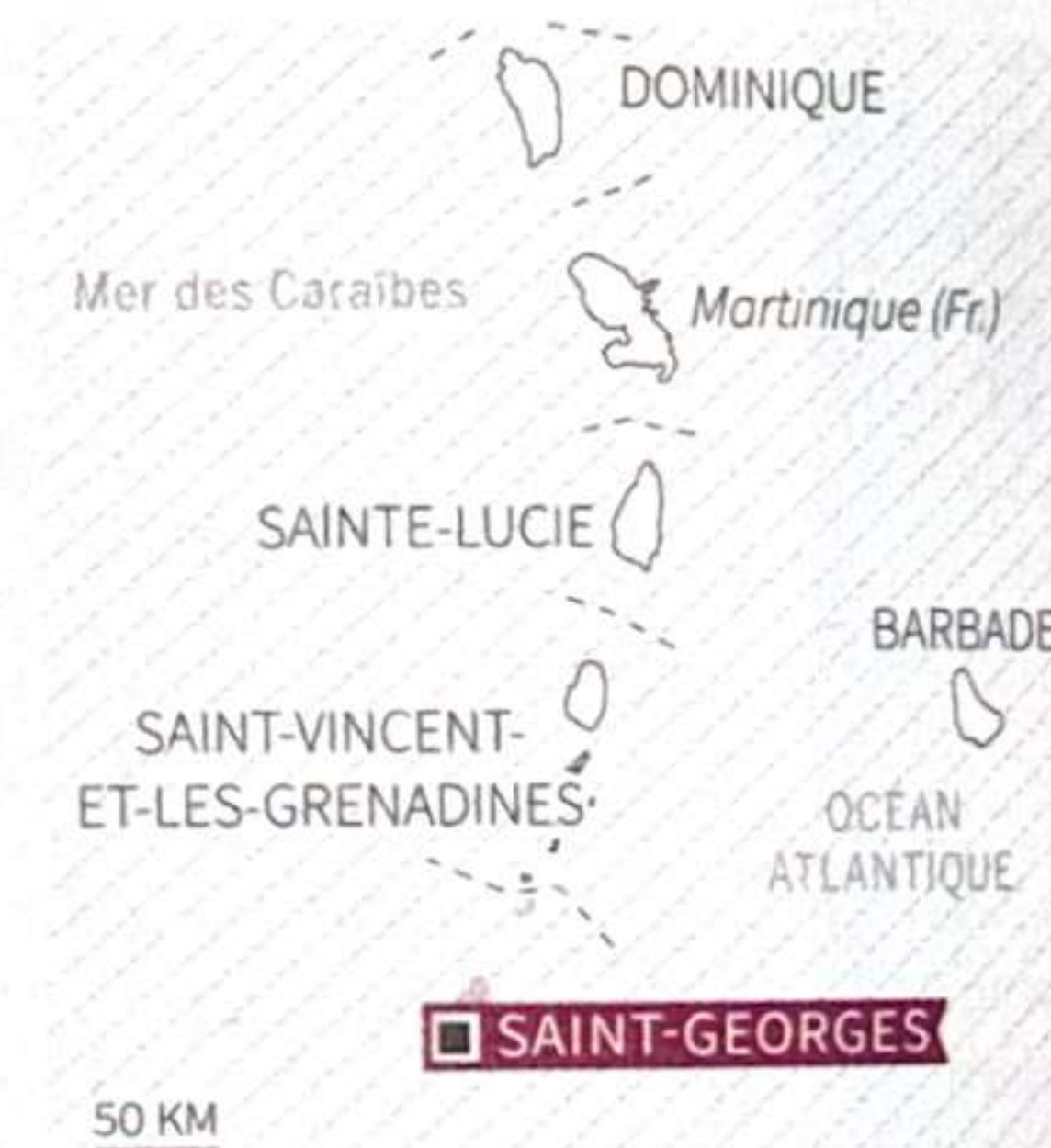
régulation des programmes de CBI et durcit les conditions de naturalisation. « Le programme de citoyenneté par investissement est un pilier essentiel du développement de notre pays. Il mérite d'être protégé et défendu », avait réaffirmé Sylvanie Burton, la présidente dominicaise, lors d'une allocution devant le Parlement, le 25 juillet.

Le 14 octobre, la cheffe de l'Etat était reçue par son homologue chinois, Xi Jinping, en marge d'un sommet international qui se tenait à Pékin. Depuis l'établissement de relations diplomatiques entre le géant asiatique et la Dominique, en 2004, les investissements chinois s'élèvent à 623,9 millions de dollars (535 millions d'euros) dans le micro-Etat insulaire de 72 000 habitants. « La Chine continuera à soutenir la Dominique dans le renforcement de ses capacités en matière d'action climatique », a indiqué le ministère chinois des affaires étrangères à l'issue de cette rencontre bilatérale.

Soutenue par des investissements dans de grands projets d'infrastructures, financés principalement par les recettes du programme CBI, l'activité économique devrait bondir de 4,2 % à la Dominique en 2025, selon les prévisions du FMI, après 3,5 % l'année précédente. ■

J.-M. HA.

GRENADE



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Dickon Mitchell
SUPERFICIE 340 km²
POPULATION (HAB.) 117 000
PIB (MD \$) 1,4 **CROISSANCE** 3,3 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,31 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 3,2 (106^e)

Un an et demi après le passage du puissant ouragan Beryl, qui a frappé de plein fouet la Grenade le 1^{er} juillet 2024, la reconstruction est en cours dans ce micro-Etat de 117 000 habitants. Les dégâts ont été

estimés à 430 millions de dollars (370 millions d'euros), soit près du tiers du produit intérieur brut (PIB) annuel. Le 17 novembre 2025, le gouvernement annonçait que 78 % des toits endommagés sur l'île de Carriacou, dont la quasi-totalité des bâtiments ont été affectés ou détruits par Beryl, avaient été réparés.

La Grenade fait partie des cinq pays caribéens qui ont adopté, fin septembre, une réforme harmonisant leurs dispositifs respectifs de citoyenneté par investissement (CBI). L'Union européenne et les États-Unis menaçaient, depuis plusieurs années, d'imposer des restrictions d'entrée sur le territoire aux ressortissants des Caraïbes orientales, en raison de l'octroi de ces passeports dorés. La réforme prévoit la création d'une autorité supranationale de régulation des programmes de CBI et durcit les conditions de naturalisation.

Le PIB de la Grenade devrait tout de même s'accroître de 3,3 % en 2025, soit autant que l'année précédente, grâce aux efforts de reconstruction et à la résilience du secteur touristique. ■

J.-M. HA.

GUATEMALA



CHEF DE L'ÉTAT Bernardo Arevalo
SUPERFICIE 107 000 km²
POPULATION (HAB.) 18,6 millions
PIB (MD \$) 120,8 **CROISSANCE** 3,8 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE quetzal guatémaltèque (0,11 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,1 (158^e)

Le Guatemala fait face à une vague d'insécurité due à la présence accrue des maras, ces gangs expulsés du Salvador par la politique du président Nayib Bukele, qui terrorisent d'autres pays de la région comme le Honduras et le Costa Rica. Après des évactions dans les prisons en octobre 2025, le président Bernardo Arevalo a limogé trois hauts responsables de la sécurité et déclaré une lutte contre l'extorsion.

Commises par la police et les gangs contre les migrants en route vers les États-Unis, les extorsions semblent se reporter sur d'autres catégories de la population. Le Parlement a adopté une nouvelle loi antigang, qui les déclare « organisations terroristes ». Bernardo Arevalo a cherché à se rapprocher de la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, notamment pour mener une politique sécuritaire à leur frontière conjointe.

En juin, Washington et le Guatemala ont signé un accord qui donne accès aux bases militaires guatémaltèques à des agents américains pour enquêter sur la migration et le terrorisme. Le Guatemala a accepté de recevoir les demandeurs d'asile renvoyés des États-Unis en transit, mais a refusé de les accueillir sur son sol en tant que « pays tiers sûr », comme lors du premier mandat de Donald Trump.

ATTAQUES DU PARQUET

Le président a lancé une politique sociale pour tenter de réduire la pauvreté qui touche encore près de la moitié de la population. La croissance du PIB, proche de 3,8 %, selon le FMI en 2025, ne faiblit pourtant pas, mais l'emploi informel touche près de 60 % de la population, et les envois de fonds des migrants vont certainement baisser en 2026. Les États-Unis imposent des droits de douane de 10 % sur certaines exportations guatémaltèques, malgré l'accord de libre-échange avec l'Amérique centrale (Aleac) mis en place en 2006.

Bernardo Arevalo a encore dû, cette année, se protéger des attaques constantes du parquet, dirigé par la procureure Maria Consuelo Porras, accusée de corruption par les États-Unis et l'Union européenne. En 2025, comme en 2024, le parquet a demandé l'invalidation de l'élection du président, la levée de son immunité et l'annulation de son parti politique Semilla (« graine », centre gauche). Il n'a toujours pas réussi à démettre Bernardo Arevalo de ses fonctions, mais l'a empêché de s'attaquer à la corruption, sa principale promesse de campagne. La population s'impatiente et la cote de popularité du chef de l'État a flanché de 20 points en deux ans, passant de 50 % d'opinions favorables à 30 % en 2025. ■

AN. VI.

HAÏTI



CHEF DE L'ÉTAT Conseil présidentiel de transition
PREMIER MINISTRE Alix Didier Fils-Aimé
SUPERFICIE 28 000 km²
POPULATION (HAB.) 11,9 millions
PIB (MD \$) 30,9 **CROISSANCE** - 3,1 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE gourde (0,006 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 0,3 (195^e)

La profonde crise politique et sécuritaire dans laquelle s'enfonce Haïti depuis plusieurs années a continué de s'aggraver en 2025. Les bandes criminelles qui sèment la terreur dans l'agglomération de Port-au-Prince ont multiplié les attaques, sur plusieurs localités de la zone métropolitaine et dans des régions rurales comme la basse vallée de l'Artibonite et le Plateau central. L'aéroport Toussaint-Louverture fonctionne au ralenti depuis novembre 2024 : aucune liaison internationale n'y est assurée à la suite des tirs ayant visé trois avions civils appartenant à des compagnies américaines.

Au cours des neuf premiers mois de l'année, l'Organisation des Nations unies dénombrait au moins 4 388 tués dans ce pays caribéen de près de 12 millions d'habitants. Ce bilan encore partiel laissait craindre que le record de 5 601 homicides en 2024 soit battu.

Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (Binuh) a par ailleurs recensé des centaines de cas de violences sexuelles, ainsi que 491 enlèvements contre demande de rançon entre janvier et septembre, soit moitié moins qu'un an auparavant. « Le personnel des Nations unies a également été ciblé, avec six victimes documentées dans la commune de Port-au-Prince en juillet », souligne le Binuh dans son rapport trimestriel sur la situation des droits humains, publié en novembre.

En raison de ces exactions, le nombre de déplacés a fait un bond. Dans un communiqué publié le 15 octobre, l'Organisation internationale pour les migrations précisait que « plus de 1,4 million de per-

sonnes » avaient été chassées de leur foyer en Haïti, un chiffre en « augmentation de 36 % depuis la fin de l'année 2024 ». Les déplacés internes s'entassaient dans des sites « spontanés », dont le nombre est passé de 142 en décembre 2024 à « 238 aujourd'hui », poursuivait l'agence intergouvernementale, notant que « les sites d'accueil existants sont bondés et ne disposent pas des services de base nécessaires ».

REPORT DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Le 30 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait une résolution créant une Force de répression des gangs, afin d'épauler les quelque 10 000 policiers haïtiens. Cette structure de 5 550 hommes, sous mandat onusien, prendra la succession de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, dont le mandat a expiré le 2 octobre sur un bilan mitigé, notamment en raison de financements insuffisants.

Fin octobre, l'ouragan Melissa, l'un des plus puissants jamais recensés dans l'Atlantique Nord, a causé la mort d'au moins 43 personnes et fait 21 blessés, en raison des pluies diluviennes qui se sont abattues durant plusieurs jours sur le sud d'Haïti. Au moins 25 de ces victimes ont péri le 29 octobre, lors de la crue soudaine d'une rivière dans la localité de Petit-Goave. Le cyclone a endommagé plus de 4 000 maisons ainsi que des terres agricoles.

En raison de l'insécurité, les élections générales, qui devaient avoir lieu au plus tard en novembre 2025, ont été reportées. Le 14 novembre, les autorités ont ainsi fixé au 30 août 2026 la date du premier tour des élections présidentielle et législatives dans ce pays qui n'en a plus connu depuis 2016. Ce calendrier pose la question du maintien au pouvoir du Conseil présidentiel de transition, organe de gouvernance collégial installé à Port-au-Prince en avril 2024, dont le mandat doit se terminer en février 2026. Pour nombre d'observateurs, ce scénario est inacceptable, tant l'actuel exécutif est discrédité. Et la tenue des élections à la nouvelle date prévue semble tout sauf certaine : celle-ci dépend de l'existence d'« un climat sécuritaire acceptable », a averti la structure chargée d'organiser et de superviser le vote.

Pénalisée par ces multiples crises, l'économie haïtienne s'enfonce dans le marasme. Selon les prévisions du FMI, le PIB du pays le plus pauvre des Amériques devrait se contracter en 2025, pour la septième année consécutive, à - 3,1 %, sur fond d'inflation à 27,8 %. ■

J.-M. HA.

HONDURAS



CHEFFE DE L'ÉTAT Xiomara Castro
SUPERFICIE 109 000 km²
POPULATION (HAB.) 11 millions
PIB (MD \$) 39,4 **CROISSANCE** 3,8 %
CHÔMAGE 8 %
MONNAIE lempira (0,03 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,2 (151^e)

Xiomara Castro, la présidente (Parti Liberté et refondation - Libre, gauche), qui terminera son mandat de quatre ans le 27 janvier 2026, laissera l'exécutif aux mains de Nasry Asfura du Parti national du Honduras (PNH, droite) qui l'a emporté d'une courte tête (40,27 %) sur son concurrent Salvador Nasralla (39,54 %) du Parti libéral lors des élections générales du 30 novembre. La candidate de Libre, Rixi Moncada, a fait un mauvais score (19,2 %), conséquence de l'immixtion du président des États-Unis, qui a menacé le Honduras de représailles si la gauche l'emportait.

Durant son mandat, Mme Castro a concentré ses efforts sur l'insécurité – les homicides ont baissé de 27 % par rapport au mandat de son prédécesseur, Juan Orlando Hernandez, condamné à quarante-cinq ans de prison aux États-Unis pour trafic de drogue international et gracié par Donald Trump, le 1^{er} décembre. Depuis décembre 2022, le pays vit sous état d'urgence, une mesure renouvelée à 24 reprises et qui a donné lieu à près de 5 000 détentions. Mme Castro n'a pas réussi à faire adopter sa réforme du Code pénal pour renforcer la lutte contre les gangs, et la construction de la « mégaprison » qu'elle avait annoncée n'a pas encore commencé.

Au niveau social, la cheffe de l'État a augmenté les salaires minimaux, notamment pour les ouvriers des *maquiladoras* (« usines d'assemblage ») dans les zones franches. La croissance économique est restée stable, autour de 3,5 % par an. La pauvreté extrême a baissé de 14 %, de 53,7 % à 40 %, et la pauvreté de 11 %.

Au niveau international, le Honduras commençait à récolter les fruits de son alliance avec la Chine,

que Mme Castro a impulsée en 2023. Le pays avait adhéré au projet chinois des « nouvelles routes de la soie » et signé 17 accords dans les télécommunications, l'énergie et les infrastructures. Mais le nouveau président a promis de rompre cette alliance et de reprendre les relations avec Taïwan, obtenant ainsi le soutien de l'administration Trump. ■

ANNE VIGNA

JAMAÏQUE



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Andrew Holness (réélu le 03/09/2025)
SUPERFICIE 11 000 km²
POPULATION (HAB.) 2,8 millions
PIB (MD \$) 23,1 **CROISSANCE** 2,1 %
CHÔMAGE 2,6 %
MONNAIE dollar jamaïcain (0,005 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 3 (112^e)

Sans surprise, le Parti travailliste est parvenu à conserver de peu sa majorité absolue à la Chambre des représentants de la Jamaïque, à l'issue des élections générales du 3 septembre 2025, assurant au premier ministre, Andrew Holness, un troisième mandat à la tête de ce pays de 2,8 millions d'habitants. Présenté devant le Parlement en décembre 2024 par le gouvernement, un projet de réforme constitutionnelle visant à abolir la monarchie et à instaurer une république dans ce pays membre du Commonwealth, censé faire l'objet d'un référendum avant les élections, a été reporté sine die en mars.

Le 28 octobre, l'ouragan Melissa balayait la Jamaïque. Ce phénomène exceptionnellement puissant, qui a occasionné des pluies diluviennes et des vents de 295 km/h, a dévasté l'Ouest agricole et touristique de l'île, causant 45 décès, 15 disparus, une centaine de blessés et des dégâts estimés à 10 milliards de dollars (8,6 milliards d'euros), soit plus de 40 % du produit intérieur brut de ce pays insulaire, déjà durement éprouvé par l'ouragan Beryl en juillet 2024.

La police jamaïcaine recensait, au 22 novembre, 604 homicides depuis janvier, un chiffre en baisse de 42 % sur un an, après la diminution de 18 % en 2024. Le nombre de meurtres dans le pays a atteint « son plus bas niveau depuis trente-quatre ans », selon Andrew Holness. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

NICARAGUA



CHEFS DE L'ÉTAT Daniel Ortega et Rosario Murillo (depuis le 18/02/2025)
SUPERFICIE 120 000 km²
POPULATION (HAB.) 7 millions
PIB (MD \$) 20,6 **CROISSANCE** 3 %
CHÔMAGE 3,4 %
MONNAIE cordoba oro (0,02 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 0,8 (165^e)

Le régime – dirigé en binôme par Daniel Ortega et son épouse, Rosario Murillo, passée de vice-présidente à coprésidente en février 2025 – continue de noircir son bilan en matière de droits de l'homme. La politique répressive du couple présidentiel a été dénoncée cette année dans deux rapports de groupes de travail de l'ONU, qui concluent à un rétrécissement sévère des libertés publiques et des droits les plus élémentaires. Selon ces experts, la pratique de la disparition forcée est généralisée. Le duo poursuit sans relâche ses opposants, qui ont dû s'exiler. Ses services de renseignement sont accusés par la police du Costa Rica d'avoir fomenté des attentats sur son sol, premier refuge de la diaspora nicaraguayenne.

L'administration Trump a pris de nouvelles sanctions contre 250 personnalités, et le bureau du représentant au commerce des États-Unis (United States Trade Representative, USTR) a lancé une investigation sur les règles de l'accord de libre-échange d'Amérique centrale (Aleac), qui pourrait aboutir à la mise en place de sanctions commerciales en 2026.

Cependant, le commerce bilatéral reste florissant entre les deux nations, avec un déficit commercial

de près de 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) pour les Etats-Unis. Le Nicaragua continue d'accueillir près de 1 million de touristes étrangers par an et la croissance du PIB reste de l'ordre de 3 % en 2025, selon le FMI.

CONSEILLERS MILITAIRES RUSSES
La forte dépendance du pays envers les Etats-Unis, où il écoule la moitié de sa production nationale, concerne aussi les *remesas* : ces fonds transférés par la diaspora nicaraguayenne représentent près de 30 % du PIB et financent près de la moitié de la consommation des ménages. L'expulsion des demandeurs d'asile nicaraguayens, promise par Donald Trump pour 2026, aura des conséquences sur ce pilier fondamental de l'économie.

Sur le plan extérieur, le Nicaragua poursuit un isolement qui lui permet de se soustraire à toute obligation internationale. Le régime mène en revanche une coopération soutenue avec Pékin et Moscou, dont l'aide joue un rôle-clé dans la stabilité du pays. La Russie est devenue un partenaire stratégique majeur en matière de sécurité, auquel le Nicaragua achète près de 90 % de son équipement militaire. La formation des forces de sécurité est assurée par des conseillers militaires russes, et non plus cubains, qui dirigent désormais les académies de police.

L'alliance financière avec Pékin offre au régime une bouffée d'oxygène face au goulet d'étranglement promis par Washington. Les entrepreneurs chinois ont signé de nombreux contrats, notamment des concessions minières, alors que le pays a destiné 36 % de son territoire à l'exploitation. Selon les experts, près de 5 % du Nicaragua sont désormais sous concession d'entreprises chinoises, ce qui implique des dégâts écologiques majeurs et un manque de transparence. Selon les experts, la production d'or serait largement minorée dans les données officielles et s'écoulerait sur un marché parallèle.

Ses autres partenaires traditionnels, tels Cuba et le Venezuela, ne jouent plus qu'un rôle symbolique, alors que la déliquescence de leurs économies limite grandement les échanges commerciaux. Le Nicaragua s'est également coupé du reste de l'Amérique latine, notamment du Brésil, qui a tenté de jouer un rôle de médiateur, en vain. Les relations sont aussi rompues avec le Vatican, malgré la foi affichée du couple présidentiel. Les persécutions dont font l'objet les Eglises locales sont aussi inédites dans le monde. ■

AN. VI.

PANAMA



CHEF DE L'ÉTAT José Raul Mulino
SUPERFICIE 74 000 km²
POPULATION (HAB.) 4,5 millions
PIB (MD \$) 90,4 **CROISSANCE** 4 %
CHÔMAGE 8 %
MONNAIE balboa (0,85 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,8 (115^e)

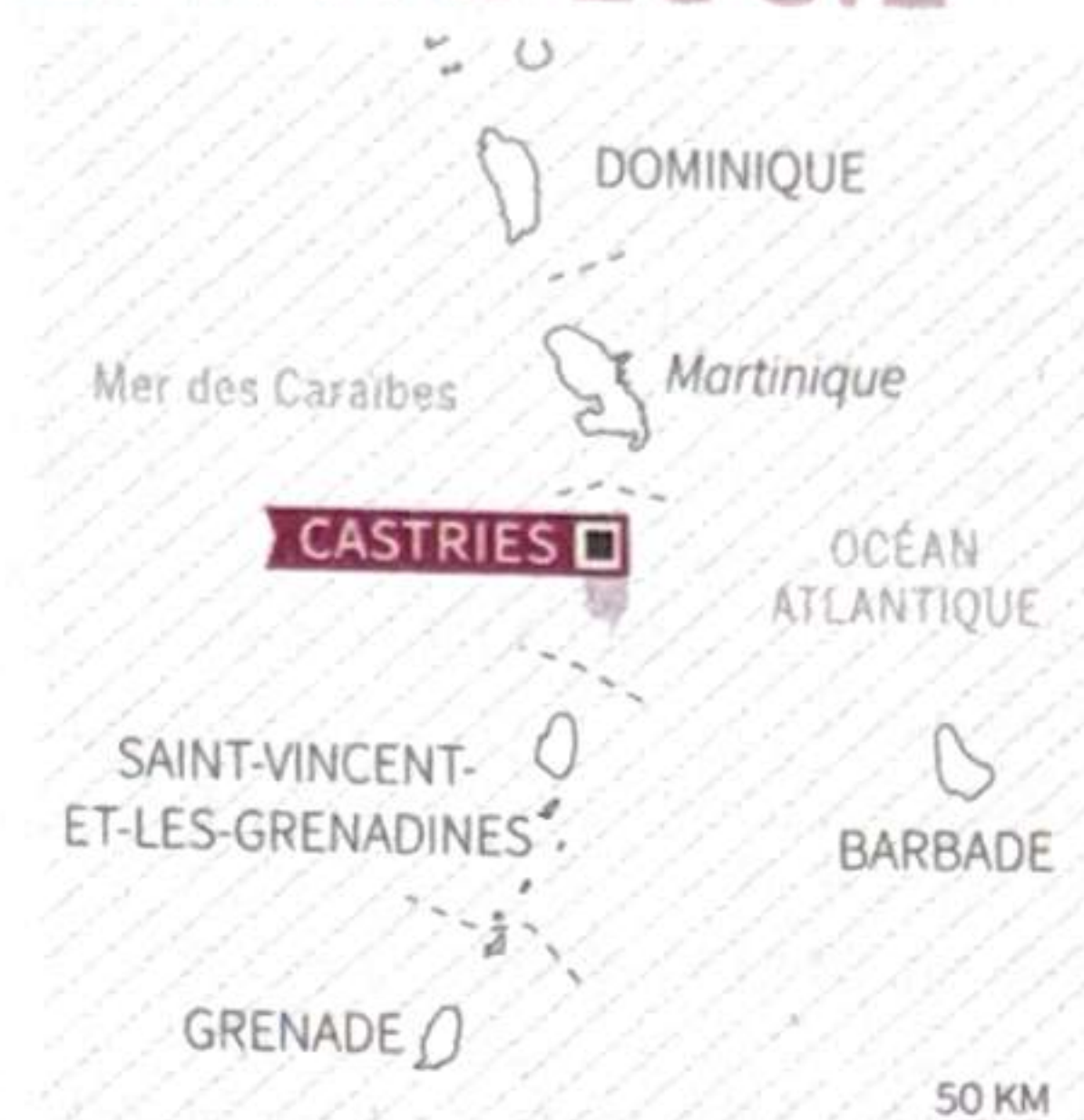
José Raul Mulino, qui a pris ses fonctions présidentielles en juillet 2024, a vite été confronté à une menace inédite pour son pays : celle de perdre la souveraineté sur son canal. Donald Trump a mis l'accent, dès sa propre campagne présidentielle, sur l'importance stratégique du canal de Panama pour le commerce et la défense des Etats-Unis. En février 2025, le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, a gratifié le Panama de sa première visite à l'étranger, y déclarant que, face à l'influence croissante de la Chine sur le canal, « *le statu quo [était] inacceptable* ». M. Mulino a eu beau réaffirmer que « *le canal appartient au Panama* », il a dû faire de larges concessions, contre lesquelles une partie de la population s'est soulevée en mai : un accord de coopération donne désormais aux forces américaines l'accès à des installations navales et aériennes panaméennes « *pour des exercices, de la formation et des missions humanitaires* ».

Sur le plan migratoire, le Panama a accepté d'être un pays tiers sûr et de recevoir sur son sol des demandeurs d'asile de toutes nationalités, renvoyés des Etats-Unis. Surtout, le Panama a dû renoncer au projet chinois des « nouvelles routes de la soie », à laquelle il avait adhéré en 2017. Même si le pays a réaffirmé ne pas rompre ses relations bilatérales avec Pékin, il a dû accepter en 2025 la mise en place d'un audit sur la gestion de ports stratégiques, notamment ceux quiq sont exploités par CK Hutchison Holdings, un conglomérat basé à Hongkong. L'audit vise à vérifier le respect du contrat de concession renouvelé en 2021. Les revenus du canal, estimés à environ 5,7 milliards de dollars (4,9 milliards d'euros) cette an-

née, sont en hausse de 14,4 % par rapport à 2024. Malgré une croissance de 4 %, selon le FMI, meilleure que les années précédentes, les inégalités sociales et le travail informel sont toujours à des niveaux alarmants. Quand 20 % de la population concentre plus de la moitié de la richesse, 76 % de la population indigène vit sous le seuil de pauvreté. ■

AN. VI.

SAINTE-LUCIE



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Philip Pierre (réélu le 01/12/2025)
SUPERFICIE 620 km²
POPULATION (HAB.) 180 000
PIB (MD \$) 2,6 **CROISSANCE** 2,4 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,31 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 3 (110^e)

Les élections législatives anticipées du 1^{er} décembre 2025 à Sainte-Lucie avaient comme un air de déjà-vu. Les deux mêmes têtes de liste que lors du scrutin de 2021 s'y sont affrontées, et le résultat a été sensiblement le même que quatre ans auparavant : le premier ministre sortant, Philip Pierre, a été largement réélu, sa formation travailliste remportant 14 des 17 sièges du Parlement. Son adversaire malheureux, le chef de l'opposition, Allen Chastanet, avait été chef du gouvernement entre 2016 et 2021, à la tête d'une majorité conservatrice.

Au bout de six ans de procédure, la Cour suprême des Caraïbes orientales a abrogé, le 29 juillet, les deux articles du code pénal de Sainte-Lucie qui punissaient de dix ans d'emprisonnement les relations intimes entre personnes de même sexe. Par cette décision, ce micro-Etat de 180 000 habitants devenait le cinquième pays caribéen en trois ans à dépénaliser l'homosexualité.

La criminalité se maintient à un niveau préoccupant : après plusieurs années de hausse, l'île avait déploré 77 homicides en 2024, un

chiffre record, sur fond d'explosion des trafics vers la Martinique voisine. Au 25 septembre 2025, la police recensait déjà 59 homicides depuis le début de l'année, soit un de moins qu'un an auparavant. ■

J.-M. HA.

SAINT-KITTS-ET-NEVIS



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Terrance Drew
SUPERFICIE 260 km²
POPULATION (HAB.) 50 000
PIB (MD DE \$) 1,1
CROISSANCE 1,7 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,31 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 5,5 (57^e)

Les gouvernements ont le devoir impératif de protéger notre planète de la crise climatique qui s'aggrave», a lancé Terrance Drew, le premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, lors de son allocution à l'Assemblée générale des Nations unies, le 27 septembre. Le leader travailliste a appelé la communauté internationale à réduire les émissions de gaz à effet de serre « *de manière significative et rapide* » et à « *accroître rapidement et équitablement les financements* ».

Sous la pression des Etats-Unis et de l'Union européenne, Saint-Kitts-et-Nevis et quatre autres pays caribéens ont adopté, fin septembre, une réforme visant à harmoniser leurs dispositifs respectifs de « citoyenneté par l'investissement » et à durcir les conditions d'octroi de ces passeports dorés.

Selon les prévisions du Fonds monétaire international, le taux de croissance du produit intérieur brut de Saint-Kitts-et-Nevis devrait retomber à 1,7 % en 2025, après trois années de hausse plus soutenue, sur fond de ralentissement de l'activité touristique et de creusement des déficits publics. ■

J.-M. HA.

ST-VINCENT-ET-
LES-GRENADINES

CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Godwin Friday
 (28/11/2025)
SUPERFICIE 390 km²
POPULATION (HAB.) 100 000
PIB (MD \$) 1,2 **CROISSANCE** 4,4 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes
 orientales (0,31 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,5 (120^e)

Une défaite cuisante après vingt-quatre ans de règne : alors que Ralph Gonsalves brigait un sixième mandat de premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, son Parti travailliste de l'unité (gauche) n'est parvenu à conserver qu'un seul siège au Parlement de ce micro-Etat de 100 000 habitants lors des législatives de novembre 2025. Le dirigeant de 79 ans cède les rênes du pouvoir à Godwin Friday, 66 ans, dont le Nouveau Parti démocratique (droite) a recueilli 57,6 % des voix, avec 62 % de participation. Durant la campagne, le candidat conservateur avait fait part de son intention de rompre avec Taïwan afin d'établir des relations diplomatiques avec Pékin. Saint-Vincent-et-les-Grenadines fait partie des quatre pays de la Communauté caribéenne qui ont mis en place, le 1^{er} octobre, la libre circulation totale de leurs ressortissants. A terme, ce dispositif devrait concerner douze des quinze Etats membres de ce bloc régional fondé en 1973.

Malgré les ravages causés par l'ouragan Beryl en juillet 2024, le secteur touristique, qui représente un quart de l'activité économique, est en plein boom dans ce chapelet de neuf îles habitées. Selon la Caribbean Tourism Organization, le nombre de visiteurs a augmenté de 17,3 % sur un an durant les six premiers mois de l'année 2025, après un bond de 25 % l'année précédente, grâce notamment à l'ouverture d'un nouvel hôtel 5 étoiles en mars 2024 et de liaisons aériennes supplémentaires vers les Etats-Unis. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

SALVADOR



CHEF DE L'ÉTAT Nayib Bukele
SUPERFICIE 21 000 km²
POPULATION (HAB.) 6,3 millions
PIB (MD \$) 36,5 **CROISSANCE** 2,5 %
CHÔMAGE 4,8 %
MONNAIE dollar américain (0,85 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,4 (146^e)

Le 31 juillet, le Parlement, presque entièrement contrôlé par le parti du président Nayib Bukele, a adopté une réforme constitutionnelle abolissant la limite du nombre de mandats du chef de l'Etat, permettant à celui-ci de se représenter indéfiniment. Une réforme qualifiée de « mort de la démocratie » par les trois seuls élus de l'opposition.

La popularité de Nayib Bukele atteint toujours des sommets pour avoir démantelé les gangs grâce à un état d'exception imposé en mars 2022 et toujours en vigueur. Presque 89 000 personnes ont été arrêtées, souvent sans mandat : elles subissent mauvais traitements et tortures dans des conditions d'incarcération déplorables, selon les ONG de défense des droits humains, qui dénoncent des « disparitions forcées ». Plus de 400 détenus seraient morts en prison.

L'autoritarisme de Nayib Bukele s'exprime aussi par l'accélération de la répression contre la société civile. Le 20 mai, une loi sur les « agents étrangers » a été votée, obligeant les ONG à payer une taxe de 30 % sur les fonds qu'elles reçoivent. La plupart ont dû fermer ou partir. L'arrestation, deux jours plus tôt, de l'avocate Ruth Lopez, cheffe de l'unité anti-corruption de l'organisation Cristosal, avait éveillé les craintes d'une escalade répressive. De fait, l'ONG dans son ensemble a dû prendre le chemin de l'exil en juillet. De même, de nombreux journalistes se sont réfugiés au Guatemala, au Costa Rica, au Mexique ou aux Etats-Unis.

Cela ne freine pas le secteur du tourisme : le pays a accueilli 3,5 millions de visiteurs en 2024, devenant le plus visité d'Amérique centrale, devant le Costa Rica. ■

ANGELINE MONTROYA

TRINITÉ-
ET-TOBAGO

CHEFFE DE L'ÉTAT Christine Kangaloo
PREMIÈRE MINISTRE Kamla Persad-Bissessar (01/05/2025)
SUPERFICIE 5 100 km²
POPULATION (HAB.) 1,5 million
PIB (MD \$) 26
CROISSANCE 1 %
CHÔMAGE 4 %
MONNAIE dollar trinitadien (0,12 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 5 (23^e)

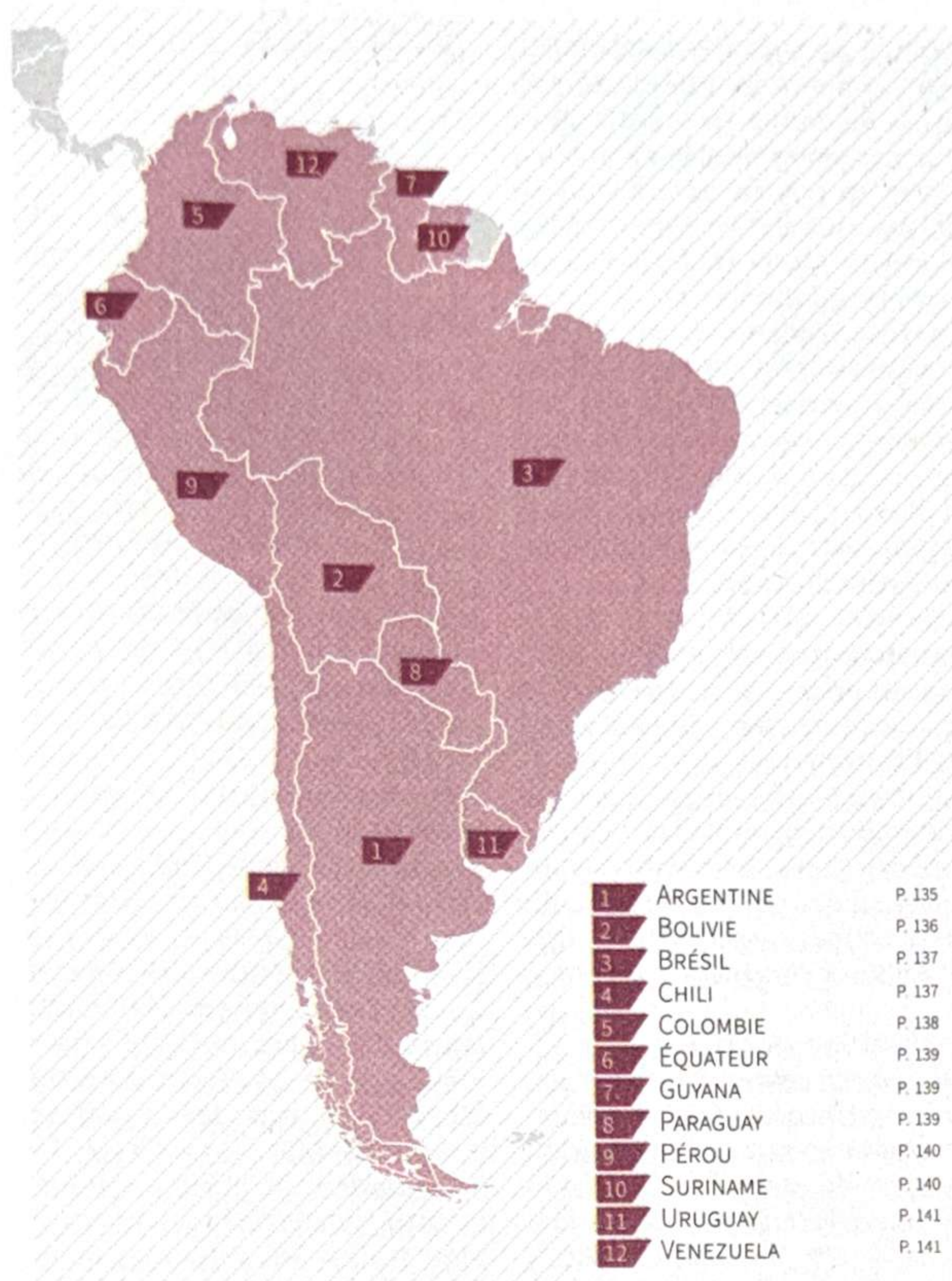
Trois premiers ministres se sont succédé à la tête de l'exécutif à Trinité-et-Tobago durant l'année 2025. Au pouvoir depuis 2015, Keith Rowley, 76 ans, s'est retiré le 17 mars, après avoir annoncé sa démission le 3 janvier. Son successeur, Stuart Young, issu du même parti centriste, a été battu lors des élections générales anticipées du 28 avril, qui ont porté au pouvoir la cheffe de l'opposition Kamla Persad-Bissessar, première ministre entre 2010 et 2015.

Le 25 janvier, la présidente trinitadienne, Christine Kangaloo, promulguait la loi votée en janvier par les deux Chambres du Parlement visant à remplacer, sur les armoiries de cette république, les trois caravelles de Christophe Colomb par un steelpan, instrument de musique inventé dans ce pays insulaire.

Le gouvernement a proclamé l'état d'urgence à deux reprises, en janvier puis en juillet, afin de lutter contre la criminalité dans cette nation de 1,5 million d'habitants qui avait connu un record d'homicides en 2024, avec 623 tués. Ces mesures ont fait chuter d'un tiers le nombre de meurtres commis en 2025.

L'activité économique devrait s'accroître de 1 % en 2025, selon les pronostics du FMI, après le gain de 2,5 % en 2024. Premier producteur d'hydrocarbures des Caraïbes, l'archipel doit près de 40 % de sa production annuelle de richesse à l'activité pétrolière et gazière. Le pays fait toujours partie de la liste noire européenne des paradis fiscaux. ■

J.-M. HA.



CHEF DE L'ÉTAT Javier Milei
SUPERFICIE 2 792 000 km²
POPULATION (HAB.) 45,8 millions
PIB (MD \$) 683,3
CROISSANCE 4,5 %
CHÔMAGE 7,5 %
MONNAIE peso (0,0006 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,1 (153^e)

Deuxième année du mandat présidentiel de l'ultralibéral Javier Milei, 2025 a été marquée par différents revers subis par son gouvernement, mais aussi par la vic-

toire surprise de son parti, La Libertad Avanza, (La liberté avance) à l'élection législative partielle, le 26 octobre. Elu sur un programme d'austérité budgétaire fin 2023, Javier Milei maintient son cap en la matière et continue de revendiquer un excédent budgétaire, sa clé de voûte pour contrôler l'inflation. Cette dernière a été largement endiguée, autour de 2 % mensuels, soit 28 % sur un an au mois d'octobre, contre 211 % en 2023.

Cependant, le gouvernement a essuyé différents camouflets au Parlement, où son parti se trouvait en très nette minorité lors de sa première moitié de mandat. Si différents députés, notamment de droite (Propuesta Republicana, PRO) mais aussi du centre, avaient facilité l'adoption de la loi fondatrice de dérégulation de l'économie, la *ley bases* (juin 2024), ces derniers ont commencé à tourner le dos à Javier Milei, à partir du mois de juillet 2025. Ce revirement s'explique entre autres par la détérioration de la relation entre l'exécutif et les gouverneurs, acteurs pivots dans cet Etat fédéral. Ce sont eux qui transmettent des consignes de vote aux parlementaires issus de leur province.

Ainsi, le Sénat a définitivement rejeté, le 2 octobre, le veto présidentiel à la revalorisation du budget des universités et des centres pédiatriques. Les textes avaient été adoptés au mois d'août au Parlement avant d'être rejetés par voie de veto au mois de septembre.

En septembre, le Congrès a également renversé le veto présidentiel sur le renforcement de la protection sociale des personnes handicapées. La loi argentine permet l'annulation d'un veto présidentiel si les deux Chambres réunissent au moins les deux tiers des voix à cette fin.

MILEI, NOUVEL AMI DE TRUMP

Par ailleurs, le gouvernement a été secoué par différents scandales. Au mois de février, le président a fait la promotion d'une cryptomonnaie, la libra; sa valeur s'était envolée avant de s'effondrer brusquement. Des procédures sont en cours en Argentine et à New York. Au mois d'août, un scandale de corruption présumée a éclaboussé l'entourage proche de Javier Milei, notamment sa sœur et secrétaire générale de la présidence, Karina Milei. Une enquête a été ouverte.

En parallèle, le gouvernement a traversé une période de tumulte financier au mois de septembre, avec une dévaluation du peso. En cause notamment : la ruée sur le dollar, alors que l'Argentine continue d'en manquer chroniquement. Cette situation a poussé le pays à prendre des mesures d'urgence afin de renflouer ses comptes en devise américaine, à l'instar de la suppression temporaire des taxes à l'exportation sur les céréales et les oléagineux au mois de septembre. surtout, le pays s'est tourné vers son allié américain, sur fond de relation privilégiée entre Javier Milei et Donald Trump.

Buenos Aires a ainsi obtenu un soutien financier de principe des Etats-Unis, par le biais de différentes déclarations publiques favorables à son gouvernement, mais aussi une ligne d'échange de devises de 20 milliards de dollars. Le Trésor américain est intervenu sur le marché cambiaire argentin afin de maintenir à flot la valeur du peso. Cette aide d'urgence, en pleine campagne avant les législatives, a été considérée comme une claire ingérence par l'opposition. L'aide faisait suite aux incertitudes quant à la capacité de Javier Milei à gouverner, déclenchées par le revers subi lors de l'élection législative locale dans la province de Buenos Aires – la plus peuplée du pays –, le 7 septembre. ►►►

►►► Au mois d'avril déjà, le FMI avait annoncé un prêt de 20 milliards de dollars pour l'Argentine. Buenos Aires doit par ailleurs honorer un prêt de 44 milliards de dollars contracté en 2018 alors que Mauricio Macri était au pouvoir (2015-2019, droite), et renégocié en 2022. Différents économistes soulignent le fort risque que représente l'endettement, en l'absence de politique productive permettant de susciter une croissance durable et des emplois, nécessaires à la création de richesse en vue du remboursement des prêts.

Par ailleurs, la politique cambiaire du gouvernement, le poussant à obtenir prêts et aides en dollars, a été sous le feu des critiques. En effet, l'ancrage cambiaire, ou la politique d'un peso fort et stable comme technique de contrôle de l'inflation, s'avère particulièrement gourmand en dollars – pour maintenir le taux du peso – et pénalise la compétitivité de l'Argentine à l'export.

UNE VICTOIRE INATTENDUE

Le gouvernement mise sur les investissements étrangers, notamment avec un nouveau cadre juridique fondé sur des avantages fiscaux et douaniers, le régime d'incitation aux grands investissements (RIGI), mis en place en octobre 2024. Notant un refroidissement de l'économie (contraction de la consommation, plus de 200 000 emplois détruits en deux ans), le FMI a revu ses projections de croissance à la baisse, avec 4,5 % en 2025, puis 4 % en 2026.

Le 26 octobre, le parti présidentiel a déjoué les sondages en remportant l'élection législative partielle, lors de laquelle un tiers des sénateurs et la moitié des députés étaient renouvelés. C'est l'ampleur de cette victoire, avec 41 % des suffrages et 9 points d'avance sur l'opposition péroniste (de la gauche au centre), qui a surpris. Renforcé au Parlement, le parti présidentiel sera cependant toujours en minorité et devra négocier avec la droite et le centre.

Le soir des résultats, Javier Milei a exprimé sa volonté de rallier d'autres forces politiques à ses réformes (travail et impôts). Le scrutin s'est également caractérisé par un fort taux d'abstention, de 32 %, un record depuis le retour à la démocratie, en 1983, et pour une élection générale. ■

FLORA GENOUX

BOLIVIE



CHEF DE L'ÉTAT Rodrigo Paz Pereira
(en fonctions depuis le 08/11/2025)
SUPERFICIE 1 083 000 km²
POPULATION (HAB.) 12,5 millions
PIB (MD \$) 57
CROISSANCE 0,6 %
CHÔMAGE 5,1 %
MONNAIE boliviano (0,12 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,3 (125^e)

La Bolivie a tourné une page en choisissant un président non classé à gauche, après presque vingt ans de prédominance du Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales (2006-2019) – à l'exception du mandat controversé de Jeanine Añez entre 2019 et 2020. Rodrigo Paz Pereira, 58 ans, a été élu le 19 octobre avec près de 55 % des voix, face aux 45 % de son rival de droite, l'ancien président Jorge « Tuto » Quiroga (2001-2002).

La gauche, elle, a été laminée : le président du Sénat, Andronico Rodríguez, n'a récolté que 8 % des voix, et le ministre de l'intérieur, Eduardo del Castillo, 3 %. Elle a pâti des divisions internes du MAS, entre Evo Morales et le président qui a gouverné le pays entre 2020 et 2025, Luis Arce.

En mai et juin 2025, les partisans de Morales ont manifesté à de nombreuses occasions après que le tribunal constitutionnel a confirmé l'interdiction constitutionnelle pour l'ex-président de se présenter à un nouveau mandat. Ils ont aussi exigé, en bloquant les routes dans plusieurs régions, la démission du président Arce, qu'ils tenaient pour responsable de la crise économique et qu'ils accusaient de manipuler les institutions afin d'écarter Morales de la présidentielle. Les heurts entre manifestants et forces de sécurité avaient fait six morts.

La gauche a aussi souffert de la détérioration de la situation économique. Rodrigo Paz Pereira hérite en effet d'un pays dont le taux de croissance ne devrait pas dépasser 0,6 % en 2025, le deuxième plus bas du continent après le Venezuela, se-

lon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). Pour la première fois depuis 1986 – à l'exception de 2020 –, le pays est entré en récession au premier semestre, avec un taux de croissance du produit intérieur brut de -2,4 %. L'inflation, elle, devrait atteindre 26 % à la fin de l'année.

LA FIN D'UN MODÈLE

Le président devra affronter un déficit budgétaire produit par la chute des exportations de gaz due au manque d'investissements. Cela a miné l'économie du pays et provoqué une pénurie de carburant. Les Boliviens doivent également composer avec un manque de dollars et de produits de première nécessité.

Rodrigo Paz Pereira a promis une plus grande ouverture au secteur privé ainsi que des coupes dans les dépenses publiques. Il a notamment dit, pendant sa campagne, que les subventions publiques sur les carburants seraient réduites de moitié. Mais, contrairement à son rival Jorge Quiroga, il a annoncé ne pas vouloir faire appel au FMI afin d'éviter un nouvel endettement et a promis d'éviter une cure d'austérité.

Pourtant, fin octobre, il s'est rendu aux États-Unis pour rencontrer les grands organismes financiers internationaux en promettant d'en revenir « avec des dollars tout frais pour [les] réserves internationales ».

Rodrigo Paz a annoncé vouloir rétablir les relations diplomatiques avec les États-Unis, qui avaient été interrompues par Evo Morales en 2008. A contrario, il n'a pas invité à sa cérémonie d'investiture, le 8 novembre, les représentants de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela. En réaction, la Bolivie a été expulsée de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), fondée en 2004 par Hugo Chavez et Fidel Castro.

L'élection de Rodrigo Paz, avec son slogan « *Le capitalisme pour tous* », signe en tout cas la fin du modèle du MAS et des politiques étatistes et de nationalisation d'entreprises, en particulier dans le secteur des hydrocarbures. ■

ANGELINE MONTOYA

BRÉSIL



CHEF DE L'ÉTAT Luiz Inacio Lula da Silva
SUPERFICIE 8 358 000 km²
POPULATION (HAB.) 212,8 millions
PIB (MD \$) 2 256,9 **CROISSANCE** 2,4 %
CHÔMAGE 7,1 %
MONNAIE real (0,15 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,3 (126°)

Si l'on usait de l'une des expressions footballistiques favorites d'un Brésil qui n'en manque pas, on pourrait dire que Luiz Inacio Lula da Silva aura été l'*artilheiro* de la saison 2025. L'expression désigne un joueur – généralement avant-centre – auteur d'un très grand nombre de buts. Le président de gauche a remporté au cours de l'année écoulée un nombre retentissant de victoires, tant sur la scène intérieure que sur le plan international. De quoi aborder avec une certaine confiance la fin de ce troisième mandat à la tête du géant sud-américain, et envisager une nouvelle (et sans doute dernière) candidature au scrutin présidentiel, d'octobre 2026.

L'ancien syndicaliste ouvrier a d'abord bénéficié de la déroute de son prédécesseur et principal adversaire Jair Bolsonaro. L'ex-président d'extrême droite a été condamné le 11 septembre à vingt-sept ans et trois mois de prison par le Tribunal suprême fédéral (TSF), plus haute instance judiciaire du pays, pour avoir fomenté une tentative de coup d'Etat visant à assassiner et empêcher la prise de fonction de Lula, vainqueur des élections de 2022. Il a officiellement commencé à purger sa peine le 25 novembre, tandis que sept proches collaborateurs, désignés comme complices, ont également été éclopés de sentences allant jusqu'à vingt-six ans de rétention.

Son adversaire écarté de la course, le chef de l'Etat a pu soigner ses relations avec son homologue américain. Donald Trump avait frappé le Brésil d'une surtaxe douanière extravagante de 50 % au mois d'août, sous prétexte d'intimider les institutions et de protéger son allié Jair Bolsonaro d'une soi-disant « chasse aux sorcières » des magistrats. La

relation entre les deux hommes ne pouvait pas alors être plus tendue. « Trump a été élu pour gouverner les Etats-Unis, pas pour être l'empereur du monde », tance alors Lula, qui prend la tête d'une campagne aux accents souverainistes intitulée « Le Brésil appartient aux Brésiliens ».

SUCCÈS SUR LA SCÈNE MONDIALE

Mais à compter de septembre, les deux dirigeants du même âge ont réussi à s'accorder. Après s'être brièvement et chaleureusement croisés dans les travées des Nations unies, Lula et Trump se sont appelés et rencontrés durant le mois de d'octobre. Le charme de Lula a visiblement conquis son homologue républicain. Le dirigeant brésilien espère obtenir une réduction des droits de douane exorbitants de 50 % imposés à son pays en août. Une gifte cinglante pour l'extrême droite, qui espérait voir Washington adopter des sanctions supplémentaires à l'encontre du gouvernement de gauche au pouvoir à Brasília.

Au-delà, le Brésilien a réussi à renforcer sa stature sur la scène internationale, ébranlé depuis quelques années par ses positions hostiles à l'Ukraine depuis l'invasion de son territoire par la Russie. Après avoir accueilli à Rio de Janeiro les sommets du G20 et des BRICS+, respectivement en novembre 2024 et juillet 2025, Lula a présidé, en novembre, la Conférence mondiale sur le climat (COP30).

Organisée symboliquement à Belem, porte d'entrée de l'Amazonie, elle a permis au président brésilien de faire valoir ses résultats dans la lutte pour l'environnement. 4 495 kilomètres carrés de forêt amazonienne ont été rasés durant l'année écoulée, entre août 2024 et juillet 2025, soit moitié moins que sous son prédécesseur d'extrême droite Jair Bolsonaro. Près de 1 milliard de dollars ont été investis pour édifier les infrastructures nécessaires à l'accueil de toutes les délégations, dont la présence est longtemps restée incertaine en raison de la spéculation immobilière effrénée qui sévit à Belem.

Dans la foulée, Lula a engrangé d'autres succès sur la scène intérieure. Au mois d'octobre, il est parvenu à faire adopter à l'unanimité par la Chambre des députés l'exonération totale de l'impôt sur le revenu pour les travailleurs modestes brésiliens gagnant jusqu'à 5 000 reals (803 euros), doublé d'une taxe additionnelle progressive sur les très hauts salaires dépassant 600 000 reals annuels. Autant de mesures très populaires qui sont aussi des promesses de campagne

et devraient permettre au pays de doper la consommation et la croissance du pays. L'inflation est contenue, et le taux chômage a atteint un plus-bas historique (5,6 % en septembre selon les autorités brésiliennes, 7,1 % selon le Fonds monétaire international, FMI). Le dernier rapport annuel de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la nutrition mondiale observe que 40 millions de Brésiliens ont échappé à l'insécurité alimentaire modérée ou sévère entre 2022 et 2024. La population concernée au Brésil est passée de 32,8 % à 13,5 %. Pour l'heure, néanmoins, le FMI reste prudent et prévoit une expansion de 1,9 % du produit intérieur brut brésilien en 2026.

Mais la gestion du chef du Parti des travailleurs n'est pas sans zone d'ombre. Lula est critiqué pour ses ambiguïtés sur la question énergétique dans la lutte pour le climat. Le président de gauche a mis tout son poids dans la balance pour forcer l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama) à autoriser l'exploration de pétrole par le géant du secteur Petrobras au large de l'Amazonie. Le forage, baptisé « bloc 59 », est situé à 500 kilomètres de l'embouchure de l'Amazone et 175 kilomètres des côtes de l'Etat amazonien de l'Amapa, à la nature très préservée et qui accueille la plus longue zone continue de mangrove au monde. Selon les ONG de défense de l'environnement, la moindre marée noire aurait des conséquences dévastatrices et irréversibles sur ce très fragile écosystème.

PAUVRETÉ, RACISME ET VIOLENCE

La lutte contre la pauvreté, cheval de bataille de cet ancien ouvrier, n'est pas non plus une absolue réussite. Plusieurs programmes sociaux lancés en grande pompe par la gauche brésilienne ces dernières années se sont révélés des échecs cuisants. Ainsi en a-t-il été du « Crédit du travailleur », une ligne d'emprunt bancaire à taux réduit, auquel ont souscrit 2,3 millions de personnes. Mal ficelé, le dispositif s'est finalement révélé inopérant, les prêts alloués devenant plus chers pour les particuliers que ceux déjà en vigueur. Même constat du côté de « Desenrola Brasil » (« déroule Brésil »), qui devait cette fois-ci permettre de désendetter massivement les foyers les plus modestes. A peine 15 millions de Brésiliens ont bénéficié de ce système, soit bien en deçà des 70 millions escomptés au départ.

Un événement tragique est venu rappeler les maux les plus profonds

du Brésil, pays travaillé en profondeur par le racisme, les inégalités et la violence. Le 28 octobre, le pays a connu l'opération de police la plus meurtrière de son histoire, faisant plus de 120 victimes dans les favelas de Penha et du Complexo do Alemão à Rio de Janeiro. Lancée par le gouverneur de l'Etat, Claudio Castro, celle-ci était supposée porter un coup décisif au groupe de narcotrafiquants Comando Vermelho (« commando rouge »). Elle s'est finalement soldée par un bain de sang, que Lula lui-même a fini par dénoncer publiquement comme un « massacre ». Le Brésil reste endeuillé par un niveau de violence extrêmement élevé, bien qu'en baisse ces dernières années. D'après l'ONG Forum brésilien de sécurité publique (FBSP), le pays a connu 44 127 homicides en 2024, soit un peu plus de 120 par jour, ou 5 par heure...

2026 sera marquée par les élections présidentielle et législatives dans le plus grand pays d'Amérique latine. Celles-ci sont prévues pour le mois d'octobre. En position de force malgré ses 80 ans, Lula a confirmé qu'il serait bien candidat à un nouveau mandat – le quatrième de sa longue carrière politique. ■

BRUNO MEYERFELD

CHILI



CHEF DE L'ÉTAT Gabriel Boric
SUPERFICIE 756 000 km²
POPULATION (HAB.) 19,8 millions
PIB (MD \$) 347,1
CROISSANCE 2,5 %
CHÔMAGE (OCDE) 8,6 %
MONNAIE peso chilien (0,0009 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,0 (86°)

Plus de 15 millions d'électeurs étaient appelés à désigner un nouveau président au Chili, pour un mandat de quatre ans, lors d'un deuxième tour, dimanche 14 décembre, précédé d'un pre- ▶▶▶

Amérique du Sud

►►► mier tour, le 16 novembre. Le candidat d'extrême droite et ultraconservateur José Antonio Kast a été largement élu, conformément à ce qu'annonçaient les sondages, avec 58 % des voix, contre 42 % pour sa rivale issue du Parti communiste et à la tête d'une vaste alliance de gauche, Jeannette Jara.

Lors de son discours de victoire, dimanche 14 décembre, le président élu, avocat et ancien député de 59 ans, a largement mis en avant la promesse d'ordre. Il s'engage notamment à expulser les quelque 330 000 migrants en situation irrégulière, pour la majorité originaires du Venezuela, qu'il tient en partie pour responsables de la hausse de la délinquance.

Au Chili, le taux d'homicides a été multiplié par trois entre 2015 et 2023. Mais, plus encore que la délinquance, c'est le sentiment d'insécurité qui a explosé, le pays demeurant l'un des plus sûrs de la région. José Antonio Kast, qui se présentait pour la troisième fois à une élection présidentielle, annonce notamment la construction de prisons de haute sécurité.

« PINOCHET VOTERAIT POUR MOI » Dans les pas du président argentin ultralibéral, Javier Milei, José Antonio Kast a également promis de tailler dans les dépenses publiques, à hauteur de 6 milliards de dollars (plus de 5 milliards d'euros) en dix-huit mois, sans préciser les contours d'une telle mesure. Cette proposition a provoqué la perplexité de nombreux experts, dans un pays où l'Etat reste très en retrait face au secteur privé dans des domaines-clés (éducation, santé). Le président élu prévoit également de baisser les impôts des entreprises.

Père de neuf enfants, profondément catholique, José Antonio Kast s'est historiquement opposé au mariage pour tous, légalisé en 2021, et à l'avortement – dépenalisé en 2017 dans trois cas seulement au Chili : le viol, le danger pour la vie de la personne enceinte et la malformation fœtale. Celui qui, à l'âge de 22 ans, défendait la continuité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990) lors d'un référendum, organisé en 1988, ne renie pas, quatre décennies plus tard, la figure du dictateur. « Si Pinochet était vivant, il voterait pour moi », disait-il en 2017. Cependant, afin de rallier les femmes et les jeunes à sa candidature, il s'est fait très discret sur la question des libertés individuelles et de la dictature lors de cette campagne.

Plus largement, son élection s'inscrit dans un virage à droite et à

l'extrême droite en Amérique latine, suscitant une sorte d'alliance conservatrice. Pour son premier déplacement à l'étranger, deux jours après son élection, José Antonio Kast avait choisi l'Argentine, afin de rencontrer Javier Milei. Ce dernier s'était empressé de féliciter son « ami » le jour de sa victoire.

DES AVANCÉES SOCIALES

Le président élu chilien succédera au mois de mars 2026 à Gabriel Boric (gauche) au bilan contrasté. Élu à 35 ans sur un programme de vastes réformes sociales – l'emportant ainsi sur son rival du second tour, José Antonio Kast –, Gabriel Boric a vu ses ambitions grandement limitées par le rapport de force au Congrès, où il ne disposait pas d'une majorité. Le rejet d'une réforme constitutionnelle allant dans le sens de son programme, en septembre 2022, a largement entravé son élan réformateur.

Sur le plan social, le gouvernement sortant revendique cependant différentes avancées, comme une réorganisation du système des retraites, introduisant plus de solidarité; une revalorisation du salaire minimum et le passage progressif à la semaine de quarante heures, contre quarante-cinq heures auparavant.

La croissance devrait s'établir à 2,5 % en 2025, puis à 2 % en 2026, sur fond de rebond des exportations minières et d'une récupération de la consommation, selon un communiqué du Fonds monétaire international du mois d'août 2025. Durant le mandat de Gabriel Boric, l'inflation a pu être contrôlée, passant de 12,8 % en 2022 à 3,4 % sur un an en novembre 2025. ■

FLORA GENOUX

COLOMBIE



CHEF DE L'ÉTAT Gustavo Petro
SUPERFICIE 1 124 000 km²
POPULATION (HAB.) 53,4 millions
PIB (MD \$) 438,1 **CROISSANCE** 2,5 %
CHÔMAGE 10 %
MONNAIE peso colombien (0,0002 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,8 (138^e)

Face à son puissant voisin, le président de gauche Gustavo Petro n'entend pas « [s']agenouiller ». Migrants, Gaza, lutte antidrogue, les sujets d'affrontement ne manquent pas depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. En janvier, M. Petro interdisait l'atterrissage d'un avion de migrants expulsés des États-Unis. En juillet, la Colombie accueillait le premier sommet ministériel du Groupe dit de La Haye pour décider de « mesures légales et diplomatiques » contre Israël, accusé de génocide. En septembre, M. Petro protestait contre le déploiement militaire américain dans la mer des Caraïbes et contre les frappes meurtrières visant des embarcations soupçonnées de transporter de la drogue. Le même mois, les États-Unis retiraient la Colombie de la liste des pays alliés qui coopèrent à la lutte contre la drogue. En octobre, ils inscrivaient M. Petro et ses proches sur leur liste noire des complices du narcotrafic. Ce bras de fer vaut au président Petro une certaine visibilité internationale.

Les éclats de la politique extérieure du président contrastent avec l'enlisement de ses ambitions réformatrices. Adoptée en 2024, la réforme des retraites est entrée en vigueur en juillet. Mais la réforme de la santé est toujours bloquée au Congrès. La redistribution de terres aux paysans n'a que peu progressé.

Victime d'un attentat par balle le 7 juin à Bogotá, Miguel Uribe (droite), pré-candidat à l'élection présidentielle de 2026, mourait en août. Le tueur – âgé de 14 ans – a été arrêté. L'enquête pour déterminer les commanditaires de l'attentat

s'orienter vers une des guérillas, confirmant que la politique dite « de paix totale » du gouvernement est un échec. Le président lui-même en convient. Guérillas et groupes armés n'ont pas voulu négocier leur désarmement. Ils ont, au contraire, mis à profit la main tendue et les cessez-le-feu accordés avec le gouvernement pour étendre leur emprise. Boostées par l'augmentation rapide de la consommation de cocaïne, les cultures de coca ne cessent de s'étendre. Elles couvraient fin 2025 plus de 260 000 hectares, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à 2024. La Colombie fournit 70 % du marché mondial.

En janvier, les affrontements entre deux groupes armés dans la région du Catatumbo à la frontière avec le Venezuela ont fait une soixantaine de morts. Plus de 50 000 personnes ont dû fuir la région. Les assassinats ciblés de leaders locaux ont continué, au moins 170 d'entre eux ont été assassinés selon l'organisation Indepaz. Plus de 140 militaires et policiers ont été tués. La droite va faire de la sécurité son cheval de bataille pour la présidentielle de 2026.

POINT FAIBLE : L'INVESTISSEMENT
Candidat de la coalition de gauche au pouvoir, Ivan Cepeda défend le programme engagé par M. Petro et son bilan. Tiré par la consommation et les dépenses publiques, la croissance du PIB devrait atteindre 2,5 % (contre 1,6 % en 2024). Le commerce, les transports, la restauration, le tourisme et surtout l'agriculture – grâce à une exceptionnelle récolte de café – sont les secteurs qui ont le plus progressé. Les envois de fonds par les migrants ont atteint un niveau record (9,7 milliards de dollars en septembre), dépassant pour la première fois les revenus tirés des exportations de pétrole. Induite par la faiblesse du dollar, l'appréciation de la monnaie (+ 15 % en douze mois) a été plus forte que dans les pays voisins. Elle a allégé le poids du remboursement de la dette publique. L'augmentation du salaire minimal (+ 11 %) a stimulé la consommation. Le chômage a légèrement baissé. Après une nette décélération au premier semestre, l'inflation est repartie à la hausse (4,4 %). La Banque centrale a maintenu son taux directeur à 9,25 %. La faiblesse de l'investissement et le déficit budgétaire structurel restent le vrai défi économique du pays. Construit par les groupes français CMA-CGE, Eiffage et Astris Finance qui ont engagé près de 800 millions de dollars, le port de Puerto Antioquia devrait entrer en service en 2026.

MARIE DELCAS

ÉQUATEUR



CHEF DE L'ÉTAT Daniel Noboa
SUPERFICIE 248 000 km²
POPULATION (HAB.) 18,2 millions
PIB (MD \$) 130,5 **CROISSANCE** 3,2 %
CHÔMAGE 4 %
MONNAIE dollar américain (0,85 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,5 (121^e)

Arrivé au pouvoir en janvier 2024, Daniel Noboa a été réélu en avril, avec 56 % des voix au second tour de la présidentielle. Jeune (38 ans) et riche, il s'est imposé comme un président à poigne. Mais sa politique sécuritaire contre les mafias et les gangs qui se disputent le trafic d'or et de cocaïne s'essouffle. Avec 4 619 homicides (+47 % en un an), le premier semestre 2025 a été le plus violent jamais enregistré dans le pays. En mai, 11 soldats ont été tués lors d'une opération contre des orpailleurs illégaux. En octobre, un nouveau massacre dans la prison de Machala, dans le sud du pays, s'est soldé par la mort de 34 détenus.

En septembre, Daniel Noboa annonçait une hausse du prix du diesel de 55 %. A l'appel de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Conaie), les communautés rurales autochtones ont tenté pendant cinq semaines de bloquer les routes. M. Noboa a envoyé l'armée et refusé de céder.

LA PAUVRETÉ, DÉFI DU PRÉSIDENT

En revanche, une gigantesque manifestation organisée dans la ville de Cuenca, le 16 septembre, a obligé le chef de l'Etat à retirer la licence environnementale octroyée à l'entreprise canadienne DPM pour exploiter l'or et le cuivre de la montagne du Quimsacocha qui surplombe la ville. Daniel Noboa voulait une nouvelle Constitution et des bases militaires américaines, pour mieux lutter contre le narcotraffic. Mais, le 16 novembre, le non l'a largement emporté au référendum organisé à cette fin.

Le retour des pluies a permis de mettre fin à la crise énergétique qui avait lourdement grevé la croissance en 2024 (- 2 %). Selon le FMI,

celle-ci devrait atteindre 3,2 %, tirée par la consommation des ménages et le bon comportement des exportations non pétrolières (bananes, crevettes, cacao, conserves de poisson). Pour contrer le déclin des exportations pétrolières (- 21,5 % entre janvier et août), le gouvernement entend développer l'exploitation minière à grande échelle. L'octroi de concessions a été réautorisé en juillet, après huit ans de suspension. L'inflation (+ 3,6 %) et le chômage (4 % en novembre) restent contrôlés. Le déficit budgétaire (4,4 % du PIB) et la pauvreté (24 % de la population) restent les deux grands défis du jeune président. ■

M. DS.

GUYANA



CHEF DE L'ÉTAT Irfaan Ali (réélu le 01/09/2025)
PREMIER MINISTRE Mark Phillips
SUPERFICIE 197 000 km²
POPULATION (HAB.) 836 000
PIB (MD \$) 25 **CROISSANCE** 10,3 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar guyanais (0,004 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 5,4 (58^e)

Les élections générales au Guyana se sont déroulées le 1^{er} septembre 2025 et ont abouti à la victoire du président sortant, Irfaan Ali, qui a obtenu 55,31 % des voix, contre 24,8 % pour l'opposant et homme d'affaires Azruddin Mohamed. Sa formation, le Parti populaire progressiste/Civique (PPP/C, centre gauche) dispose de 36 sièges sur les 65 que compte l'Assemblée nationale du pays. Dans ce petit pays de 836 000 habitants, le chef de l'Etat a fait de la lutte contre la pauvreté sa priorité. Il mise sur la manne pétrolière du pays, dont les réserves en hydrocarbure atteindraient les 11 milliards de barils. Après un léger ralentissement, le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 23 % du produit intérieur brut en 2026.

Le Guyana se voit cependant menacé par le Venezuela, qui revendique

la souveraineté sur le territoire de l'Essequibo.

Au mois de mars, une patrouille de la garde côtière vénézuélienne est entrée dans les eaux guyanaises, s'approchant d'une installation pétrolière offshore. ■

BRUNO MEYERFELD

PARAGUAY



CHEF DE L'ÉTAT Santiago Peña
SUPERFICIE 404 000 km²
POPULATION (HAB.) 7 millions
PIB (MD DE \$) 47,3
CROISSANCE 4,4 %
CHÔMAGE 5,2 %
MONNAIE guarani (0,0001 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,1 (153^e)

Le Paraguay continue de se distinguer au sein de la région pour son dynamisme économique. Et ce, en dépit des incertitudes entourant l'économie mondiale. Le PIB devrait croître de 5,3 % en 2025, selon les projections de la banque centrale (4,4 % selon le FMI), porté par l'agriculture et plus particulièrement par la culture du maïs et du riz. Les secteurs du commerce et des services participent également à la santé économique du pays, selon la banque centrale.

Dans une note publiée au mois de novembre, le FMI relève la robustesse du secteur de l'électricité, de l'industrie manufacturière et de la construction, sur fond de forte demande interne. Le taux de pauvreté (20,1 % en 2024, dernière donnée disponible, contre près de 50 % vingt ans plus tôt) se situe au plus bas. Le Paraguay du président Santiago Peña (droite, élu en 2023) doit assurer la présidence temporaire du Marché commun du Sud (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) au premier semestre 2026, avec le suivi de l'accord Union européenne-Mercosur en ligne de mire. ■

FL. G.

PÉROU



CHEF DE L'ÉTAT José Jeri (en fonctions le 10/10/2025)
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES Ernesto Alvarez (14/10/2025)
SUPERFICIE 1 280 000 km²
POPULATION (HAB.) 34,5 millions
PIB (MD \$) 318,4 **CROISSANCE** 2,9 %
CHÔMAGE 6,5 %
MONNAIE nouveau sol péruvien (0,25 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,1 (133^e)

Le Pérou s'est doté d'un nouveau président le 10 octobre 2025 – le huitième en moins de dix ans – après le vote, par le Congrès, de la destitution de l'ex-présidente Dina Boluarte (2022-2025), pour son incapacité à mettre un terme à la crise sécuritaire. José Jeri, 39 ans, a été désigné par la Chambre parlementaire après que celle-ci a usé de la carte de l'« incapacité morale permanente » contre l'ex-présidente, pourtant son alliée politique. Une notion juridique floue donnant au Parlement les mains libres pour défaire des présidents et utilisée à plusieurs reprises ces dernières années.

A six mois des élections générales du 12 avril 2026, cette motion de destitution a été perçue comme une manœuvre des parlementaires, alors que M^{me} Boluarte recueillait à peine 2 % d'opinions favorables. Les élections d'avril renouvelleront le président, le vice-président, les députés et, pour la première fois, les sénateurs, avec le retour de la seconde Chambre parlementaire, rétablie par la réforme constitutionnelle de mars 2024.

Ces revirements politiques interviennent dans un contexte de mécontentement généralisé de la population et de crises multiples : politique, sociale et sécuritaire. La confiance en la démocratie est à un des pires niveaux du continent, tout comme la perception de la corruption, selon le Latinobaromètre.

Les élites politiques sont profondément discréditées, les partis politiques en décomposition, et le paysage politique atomisé. Trente-sept candidats sont officiellement en lice pour l'élection présidentielle

de 2026. Parmi les options ayant les meilleures chances de succès, selon les sondages, se trouvent plusieurs candidats de la droite radicale : l'ex-maire de Lima, l'ultraconservateur Rafael Lopez Aliaga, mais aussi Keiko Fujimori, la fille de l'ex-dictateur Alberto Fujimori, candidate pour la quatrième fois.

L'insécurité est la principale préoccupation des Péruviens. Profitant de la faiblesse institutionnelle, les économies criminelles ont progressé ces dernières années sur tout le territoire : dans les Andes, En Amazonie, à Lima, et dans les grandes villes de la côte Pacifique. Le pays a enregistré 1 888 homicides en 2025 (jusqu'en octobre, soit une hausse de 12,8 % par rapport à la même période de 2024), et le phénomène de l'extorsion a explosé. Des manifestations pour dénoncer les crimes ont eu lieu tout au long de l'année.

La peur a gagné les esprits. La population, en colère, dénonce les mafias au pouvoir qui, selon elle, favorisent le crime organisé, notamment le narcotrafic et l'activité minière illégale. Plus de la moitié des parlementaires font l'objet de procédures judiciaires, notamment pour corruption.

L'économie, elle, se maintient stable grâce à l'indépendance de la banque centrale. Mais le marché de l'emploi est précaire, seulement 25 % de travailleurs sont dans le giron de l'économie formelle.

Une réforme du système des fonds de pension privés a fait massivement descendre les jeunes de la « gen Z » dans la rue, aux mois de septembre et octobre, dérivant en l'expression d'un ras-le-bol généralisé exprimé dans leur slogan : « *Qu'ils s'en aillent tous !* » La répression policière a causé la mort d'un manifestant, le 15 octobre, le rappeur Trvko, 32 ans, tué par un tir de la police.

NARCOTRAFIC ET MINES ILLÉGALES

Les familles de victimes de la répression policière et militaire de 2022 et 2023, lors des grandes manifestations antigouvernementales à l'arrivée de Dina Boluarte, exigent toujours la justice. Elles manifestent périodiquement devant les cours de justice au nom des 50 morts et des centaines de blessés.

Sur le plan environnemental, la déforestation gagne du terrain en Amazonie péruvienne à cause de l'avancée du narcotrafic, mais aussi de l'extraction d'or illégale, devenue l'activité la plus lucrative avant la drogue, générant plus de 12 milliards de dollars par an (10,3 millions d'euros), selon l'Institut péruvien d'économie.

Outre la dégradation des écosystèmes, les territoires indigènes reculent. Les populations en isolement volontaire sont plus que jamais vulnérables. Face à cette situation, certaines ethnies autochtones décrient des « gouvernements autonomes », comme les Shipibo, qui ont demandé la reconnaissance du gouvernement shipibo-konibo à l'État péruvien. ■

AMANDA CHAPARRO

SURINAME



CHEFFE DE L'ÉTAT Jennifer Geerlings-Simons (en fonctions le 16/07/2025)
SUPERFICIE 156 000 km²
POPULATION (HAB.) 640 000
PIB (MD \$) 4,4
CROISSANCE 2,7 %
CHÔMAGE 9,5 %
MONNAIE dollar du Suriname (0,2 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,7 (74^e)

Au Suriname, les élections législatives du 25 mai se sont soldées par une alternance. Le scrutin a été remporté par le Parti démocratique national (NDP), mené par Jennifer Geerlings-Simons. Cette médecin et députée de 72 ans, autrefois proche de l'ancien dictateur Desi Bouterse, devient la première femme à accéder au poste de présidente de cette ancienne colonie néerlandaise, indépendante depuis 1975, peuplée de 640 000 habitants. Elle hérite d'un pays à la situation préoccupante. Le mandat de son prédécesseur, Chandrikapersad Santokhi, a été marqué par de nombreux scandales de corruption et une crise des finances publiques. Le Suriname a certes découvert de grands gisements de pétrole offshore, avec des réserves estimées à plus de 750 millions de barils. Mais la production ne devrait pas débuter avant 2028. D'ici là, les prévisions du Fonds monétaire international sont moroses. L'institution table sur une croissance de seulement 2,7 % du produit intérieur brut pour l'année 2025. ■

BRUNO MEYERFELD

URUGUAY



CHEF DE L'ÉTAT Yamandu Orsi
(élu le 24/11/2024, en fonctions le 01/03/2025)
SUPERFICIE 173 000 km²
POPULATION (HAB.) 3,3 millions
PIB (MD \$) 84,9 **CROISSANCE** 2,5 %
CHÔMAGE 7,9 %
MONNAIE peso uruguayen (0,02 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,4 (124^e)

Le 1^{er} mars 2025, le président Yamandu Orsi (Frente Amplio, gauche) a pris ses fonctions, après son élection en novembre 2024. Il succède au pouvoir à Luis Lacalle Pou (2020-2025, centre droit), dans le climat de consensus et de continuité caractérisant la culture politique uruguayenne. L'ex-président de centre droit ne pouvait briguer un deuxième mandat d'affilée, comme le prévoit la Constitution. Le pays de près de 3,3 millions d'habitants renoue ainsi avec la gauche (au pouvoir entre 2005 et 2020) et fait figure d'exception dans la région, aucune force d'extrême droite n'émergeant avec poids dans l'arène politique.

Elu sur un programme sans aucune proposition de rupture et aux accents sociaux (soutien à l'emploi des jeunes, davantage de bourses aux élèves et étudiants), Yamandu Orsi a manqué de cap et de vision lors de ses premiers mois de mandat, selon ses détracteurs. L'exécutif insiste sur les mesures mises en place en matière de santé notamment, comme la vaccination gratuite contre le méningocoque pour certaines classes d'âge. Se singularisant auparavant dans la région pour son importante sécurité, l'Uruguay fait face à une augmentation du taux d'homicides (11 pour 100 000 habitants, en 2023, contre 8 dix ans plus tôt), sur fond d'explosion du trafic de cocaïne. Un taux qualifié d'« épidémique » par Carlos Negro, le ministre de l'intérieur, qui assure que sa réduction fait partie des priorités du gouvernement.

Par ailleurs, l'Uruguay est devenu le premier pays d'Amérique latine à légaliser l'euthanasie par approbation du Parlement, le 15 octobre.

Après cinq ans de débat, le projet porté par la gauche encadre strictement la « mort digne », en cas de maladie incurable ou souffrance extrême. Si l'Eglise s'est opposée à ce qu'elle a qualifié de « culture de la mort », les sondages montrent que la majorité de la population était en faveur d'une loi autorisant l'euthanasie. Sur le front économique, selon les projections du FMI, le pays devrait résister à l'incertitude commerciale mondiale avec une croissance de 2,5 % en 2025, notamment en raison du prix stable des matières premières. ■

FLORA GENOUX

VENEZUELA



CHEF DE L'ÉTAT Nicolas Maduro
(en fonctions le 10/01/2025)
SUPERFICIE 912 000 km²
POPULATION (HAB.) 28,5 millions
PIB (MD \$) 82,7 **CROISSANCE** 0,5 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE bolivar souverain (0,003 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,1 (85^e)

Nicolas Maduro a prêté serment, le 10 janvier, pour un nouveau mandat de six ans. L'enthousiasme n'était pas au rendez-vous. Ni les Etats-Unis, ni les Européens, ni même les pays voisins gouvernés à gauche (Brésil, Mexique, Colombie) n'ont reconnu la légitimité de sa réélection, les résultats du scrutin du 28 juillet 2024 ayant été trop évidemment truqués. La vague de répression qui a suivi a étouffé toute expression de mécontentement.

Un an plus tard, une douzaine de navires de guerre américains patrouillaient au large des côtes vénézuéliennes. L'espace aérien vénézuélien était de facto fermé par les Américains. Baptisée « Lance du Sud », l'opération engagée mi-août a officiellement pour objectif de lutter contre le trafic de drogue. Les spéculations sur l'éventualité d'une intervention terrestre contre le Venezuela durent depuis des semaines. Fin juillet, la récompense offerte par Washington pour la

capture de Nicolas Maduro était passée de 25 à 50 millions de dollars (de 21 à 42 millions d'euros). Les frappes contre des embarcations accusées de transporter de la drogue ont démarré le 2 septembre. Leur bilan était, de source officielle américaine, de 87 morts mi-décembre. Nicolas Maduro nie tout lien avec le trafic de drogue. Il accuse les Etats-Unis de vouloir provoquer un changement de régime pour mettre la main sur les immenses richesses pétrolières du pays. Soucieux de renforcer les liens du pays avec la Chine, il a effectué, début septembre, une visite officielle à Pékin. En novembre, la Russie annonçait un renforcement de sa coopération militaire avec Caracas.

APATHIE FACE À LA RÉPRESSION

Les relations entre Washington et Caracas semblaient avoir bien démarré. En janvier, l'envoyé spécial de Donald Trump négociait la libération de six prisonniers américains au Venezuela contre le renvoi de migrants vénézuéliens dans leur pays. Nicolas Maduro évoquait un « nouveau départ » dans les relations bilatérales. La nomination de Marco Rubio au secrétariat d'Etat et le rétablissement, en avril, des sanctions pétrolières, partiellement levées par Joe Biden (en échange de la promesse d'élections libres), ont changé la donne. Seule la pétrolière Chevron a été autorisée à poursuivre ses opérations.

En mars, Washington déportait des centaines de Vénézuéliens dans la prison de haute sécurité du Salvador, en les accusant d'appartenir au Tren de Aragua. Cette bande criminelle née dans les prisons vénézuéliennes a élargi ses opérations à l'ensemble du continent grâce à l'émigration massive des années 2015-2021. En juillet, le Cartel de los Soles, qui, selon les Américains, fonctionne au sein même de l'Etat vénézuélien, était à son tour inscrit sur la liste noire. Nombre d'experts contestent que ces deux structures criminelles fonctionnent comme des cartels. Mais le gouvernement Trump accuse désormais le Venezuela d'être un narco-Etat qui menace la sécurité des Etats-Unis. C'est la thèse de l'opposante Maria Corina Machado, qui, en octobre, a reçu le prix Nobel de la paix.

Fragilisée par les incessantes arrestations, l'opposition vénézuélienne est divisée. En mai, les élections locales et régionales ont réveillé le vieux débat entre les abstentionnistes, menés par M^{me} Machado, et les opposants qui, comme l'ancien candidat présidentiel Henrique Capriles, jugent indispensable d'occuper sur le terrain

tous les espaces de participation démocratique. La résignation et l'apathie dominent parmi les électeurs vénézuéliens, terrifiés par la répression et accaparés par les difficultés de la vie quotidienne.

Inchangé depuis quatre ans, alors que le bolivar ne cesse de se dévaluer, le salaire minimum équivaut désormais à 1 dollar par mois. Versées sous forme de bons, les aides gouvernementales qui viennent s'y ajouter ne suffisent pas à faire vivre une famille. Elles couvrent moins du tiers du panier de la ménagère, estimé à quelque 530 dollars.

Les Vénézuéliens vivent largement des transferts de fonds effectués par leurs familles. Plus de 700 000 migrants sont menacés de devoir quitter les Etats-Unis, Donald Trump ayant décidé de mettre fin à leur statut de protection temporaire (TPS).

LA MENACE AMÉRICAINE

Chiffrer l'économie vénézuélienne demeure difficile. Depuis mars 2019, la banque centrale ne publie plus que des données partielles. A en croire les autorités, la croissance du PIB, positive pendant 17 trimestres consécutifs, va atteindre 8 % sur l'année. Beaucoup moins optimiste, le FMI annonce, lui, une nette décélération de la croissance, qui ne devrait pas dépasser 0,5 %. Le PIB vénézuélien reste très en deçà de ce qu'il était avant la dramatique récession économique des années 2015-2021.

L'économie reste très dépendante de la rente pétrolière. Malgré le durcissement des sanctions économiques américaines et la tension militaire, la production – 1,1 million de barils par jour en octobre selon l'OPEP – et les exportations de brut sont restées stables, avec une légère tendance à la hausse. Les envois vers l'Asie ont augmenté, les décotes aussi. Pour contourner le blocus américain, l'entreprise publique Petroleos de Venezuela a perfectionné l'usage de flottes et de mécanismes de paiement alternatifs en cryptomonnaie et en stablecoins.

Le ratio de réserves bancaires (73 %) est le plus élevé au monde : il complique l'accès au crédit des entreprises et des particuliers et freine la consommation. Soucieux d'accumuler des réserves pour faire face à une situation internationale susceptible de s'aggraver, le gouvernement a réduit ses interventions sur le marché des changes. Selon le FMI, l'inflation devrait atteindre 549 % sur l'année. La menace de l'hyperinflation plane. Celle d'une intervention militaire américaine aussi. ■

MARIE DELCAS

Le procès de Jair Bolsonaro, un tournant pour la démocratie brésilienne

L'ex-président d'extrême droite a été condamné à plus de vingt-sept ans de prison au Brésil, pour tentative de coup d'Etat. Une décision historique dans ce pays où les crimes de la dictature militaire (1964-1985) sont restés impunis

A coup sûr, l'événement restera dans les annales du Brésil. Le 11 septembre 2025, le Tribunal suprême fédéral (TSF), plus haute instance judiciaire du pays, a condamné Jair Bolsonaro à une peine de vingt-sept ans et trois mois de prison. L'ancien président, au pouvoir de 2019 à 2023, a été reconnu coupable d'avoir organisé une tentative de coup d'Etat à l'encontre de son successeur, Luiz Inacio Lula da Silva, dit Lula. Le complot, ourdi fin 2022, aurait dû aboutir à l'instauration d'un état de siège et à l'emprisonnement, voire à l'assassinat, de hauts magistrats et du leader de la gauche brésilienne, vainqueur des élections.

La décision a été prise à une large majorité. Quatre des cinq juges de la première chambre du TSF ont voté en faveur de la condamnation de l'ancien chef de l'Etat. Le procès a tenu en haleine le pays entier. Cinq longues journées de discus-

sions et de délibérations ont été nécessaires afin de rendre le verdict. L'ensemble a eu lieu dans un climat tendu, empreint du souvenir traumatique des événements du 8 janvier 2023 : les principales institutions de Brasilia (Congrès, Cour suprême et palais présidentiel du Planalto) avaient alors été envahies et saccagées par des manifestants bolsonaristes d'extrême droite aux slogans putschistes, appelant à l'intervention des forces armées pour empêcher Lula d'accéder au pouvoir.

Cette condamnation est un moment décisif dans la redémocratisation du géant latino-américain, marqué par une longue dictature militaire (1964-1985). Les généraux et les tortionnaires de la junte sont res-

sortis indemnes et impunis de leurs crimes, en raison d'une loi d'amnistie inique, adoptée en 1979. Près de cinq décennies plus tard, les magistrats de Brasilia en ont décidé tout autrement. Parmi les condamnés du 11 septembre 2025 se trouve un ancien capitaine (Jair Bolsonaro), mais aussi un lieutenant-colonel, un amiral de la marine et, surtout, trois généraux parmi les plus importants des forces armées brési-liennes. Vingt-neuf autres prévenus, répartis en quatre cellules spécialisées selon la nature de leur

Le camp bolsonariste mise sur un hypothétique retour au pouvoir des ultra-conservateurs lors des élections de 2026, suivi d'une grâce présidentielle

participation au putsch (désinformation, opérations tactiques...), sont également en cours de jugement par la Cour suprême.

Judiciairement, l'affaire paraît entendue. Il ne reste à Jair Bolsonaro et aux autres condamnés que quelques recours de procédure devant la première chambre, visant à soulever d'éventuelles incohérences de forme du verdict. Les avocats de l'ancien président ont fait appel, le 27 octobre. Ces derniers appuient leur défense sur le vote divergent du juge Luiz Fux. Durant treize heures quasi ininterrompues de délibéré, le magistrat avait qualifié les actes de l'ex-président de simples « fanfaronnades » et dénoncé l'« incompétence » de la Cour suprême à statuer sur l'affaire. Il a estimé que Jair Bolsonaro aurait dû être jugé en première instance comme simple citoyen.

Mais les chances que les magistrats de Brasilia reviennent sur leur décision sont infimes. Alexandre

de Moraes, juge vedette de la Cour suprême et rapporteur de l'affaire Bolsonaro, a placé son vote sous l'égide de la défense de la démocratie et de la Constitution : « L'histoire nous enseigne que l'impunité, l'inaction et la lâcheté ne mènent pas à l'apaisement. » Même gravité chez sa collègue Carmen Lucia, qui a rappelé le souvenir des événements du 8 janvier 2023. « [Bolsonaro] n'a pas été happé par cette spirale de violence ; il en est le leader, il est à l'origine de cette tentative de prise du pouvoir », a-t-elle tranché, implacable.

PROFONDÉMENT AFFAIBLI

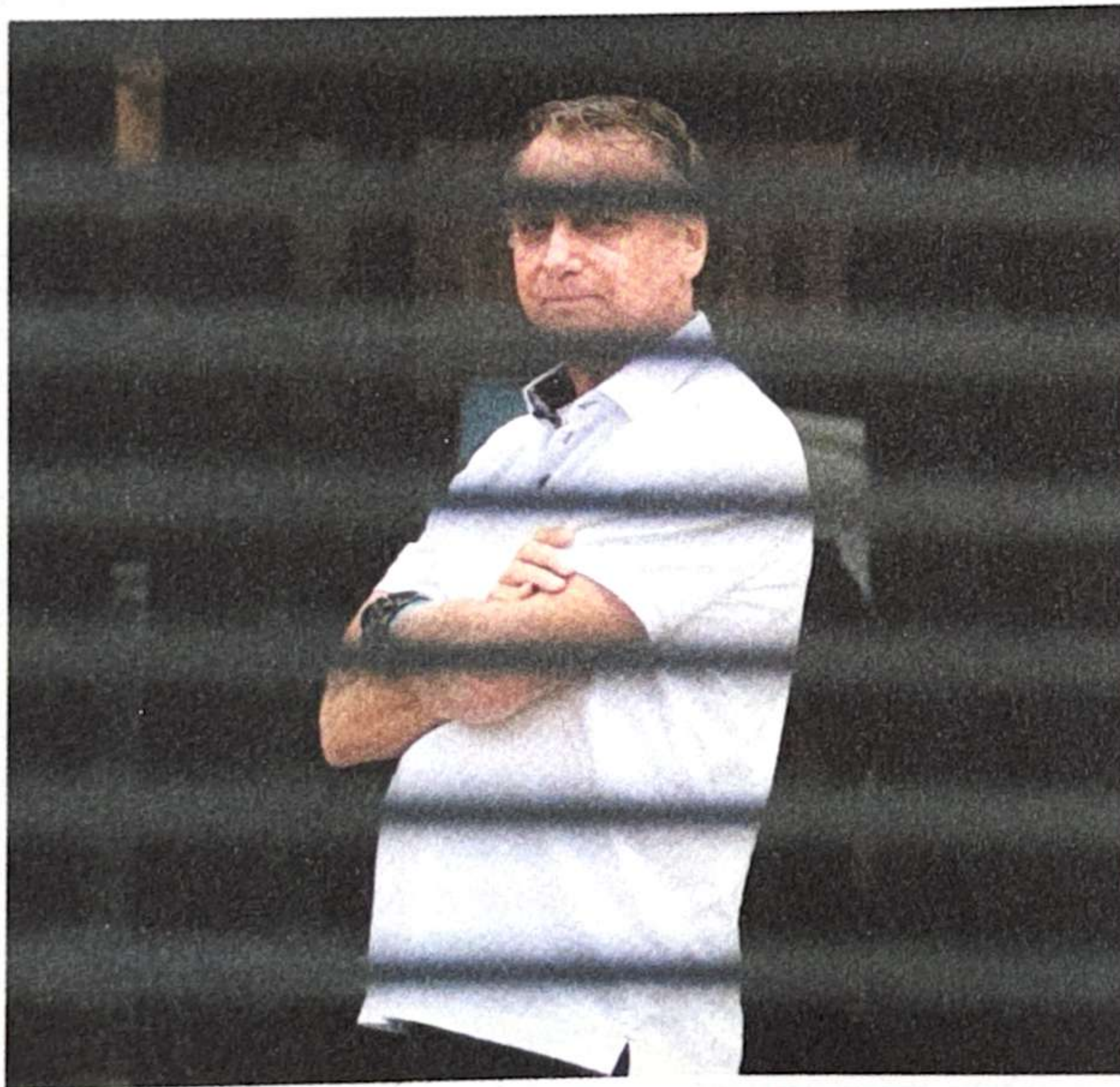
Déjà condamné en 2023 à huit ans d'inéligibilité pour avoir mis en cause la fiabilité du système de vote électronique brésilien, l'ancien président a commencé à purger sa peine de prison le 25 novembre dans une cellule aménagée au sein la direction régionale de la police fédérale du district de Brasilia.

Jair Bolsonaro apparaît comme profondément affaibli, voire en déroute – politique, judiciaire, mais aussi physique. Il a subi au mois d'avril une lourde et énième chirurgie intestinale de douze heures, conséquence de l'attentat au couteau dont il fut victime en 2018 durant sa première campagne présidentielle. A en croire ses proches, l'ancien chef de l'Etat est à peine présentable en public. Il souffre de crises de hoquet interminables qui dégénèrent en vomissements.

Des mois durant, ses alliés politiques ont tenté de faire adopter une loi d'amnistie en sa faveur au Congrès. Impopulaire, celle-ci a rapidement perdu en dynamique. A défaut, l'ancien président devrait bénéficier d'une forte réduction de sa peine. Le 10 décembre, les députés brésiliens ont adopté à une large majorité une loi prévoyant de réduire grandement les condamnations des personnalités reconnues coupables de coup d'Etat. Jair Bolsonaro pourrait, finalement, ne passer que deux ans et quatre mois en régime fermé.

Le camp bolsonariste mise aussi sur un hypothétique retour au pouvoir des ultraconservateurs lors des élections générales de 2026, suivi d'une grâce présidentielle, ainsi que sur le renouvellement de la Cour suprême, trois de ses juges devant partir à la retraite d'ici à 2030. Mais là encore, l'horizon paraît bouché. Lula est donné largement vainqueur au second tour de la présidentielle, contre tous ses adversaires de droite. ■

BRUNO MEYERFELD (RIO DE JANEIRO)



Jair Bolsonaro, assigné à résidence à Brasilia, le 2 septembre 2025. LUIS NOVA/AP

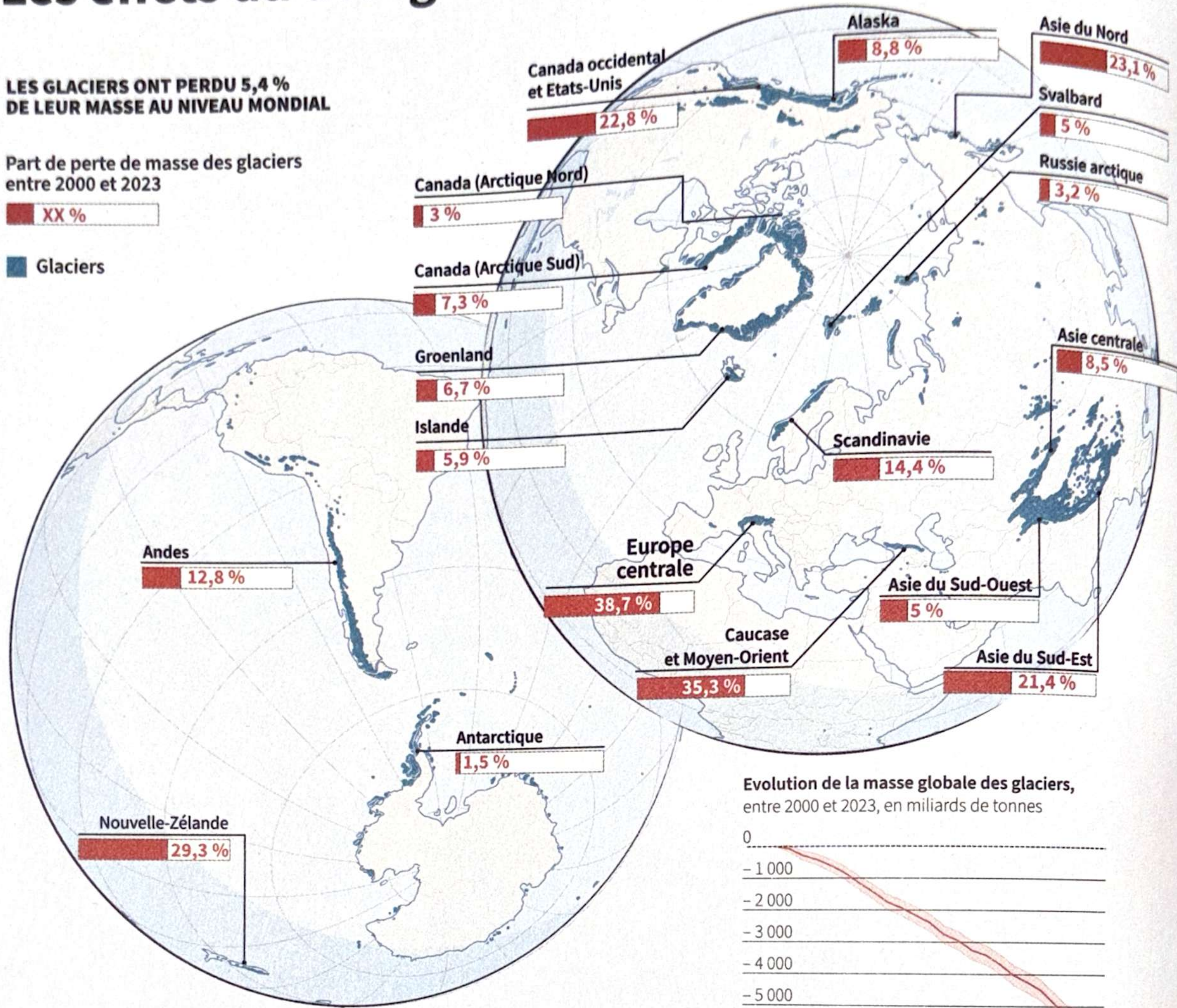
Les effets du dérèglement climatique

LES GLACIERS ONT PERDU 5,4 %
DE LEUR MASSE AU NIVEAU MONDIAL

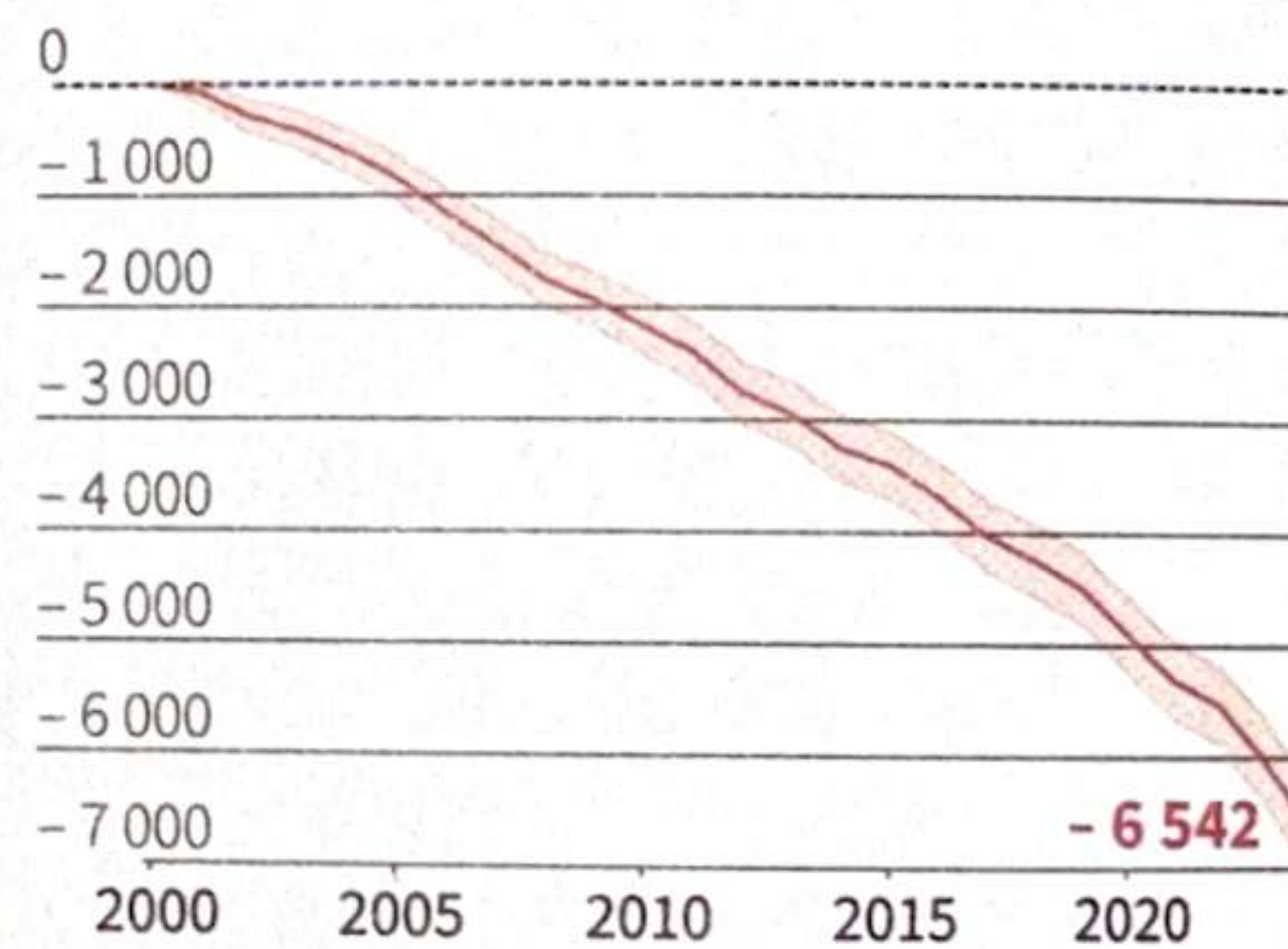
Part de perte de masse des glaciers
entre 2000 et 2023

XX %

Glaciers



Evolution de la masse globale des glaciers,
entre 2000 et 2023, en milliards de tonnes

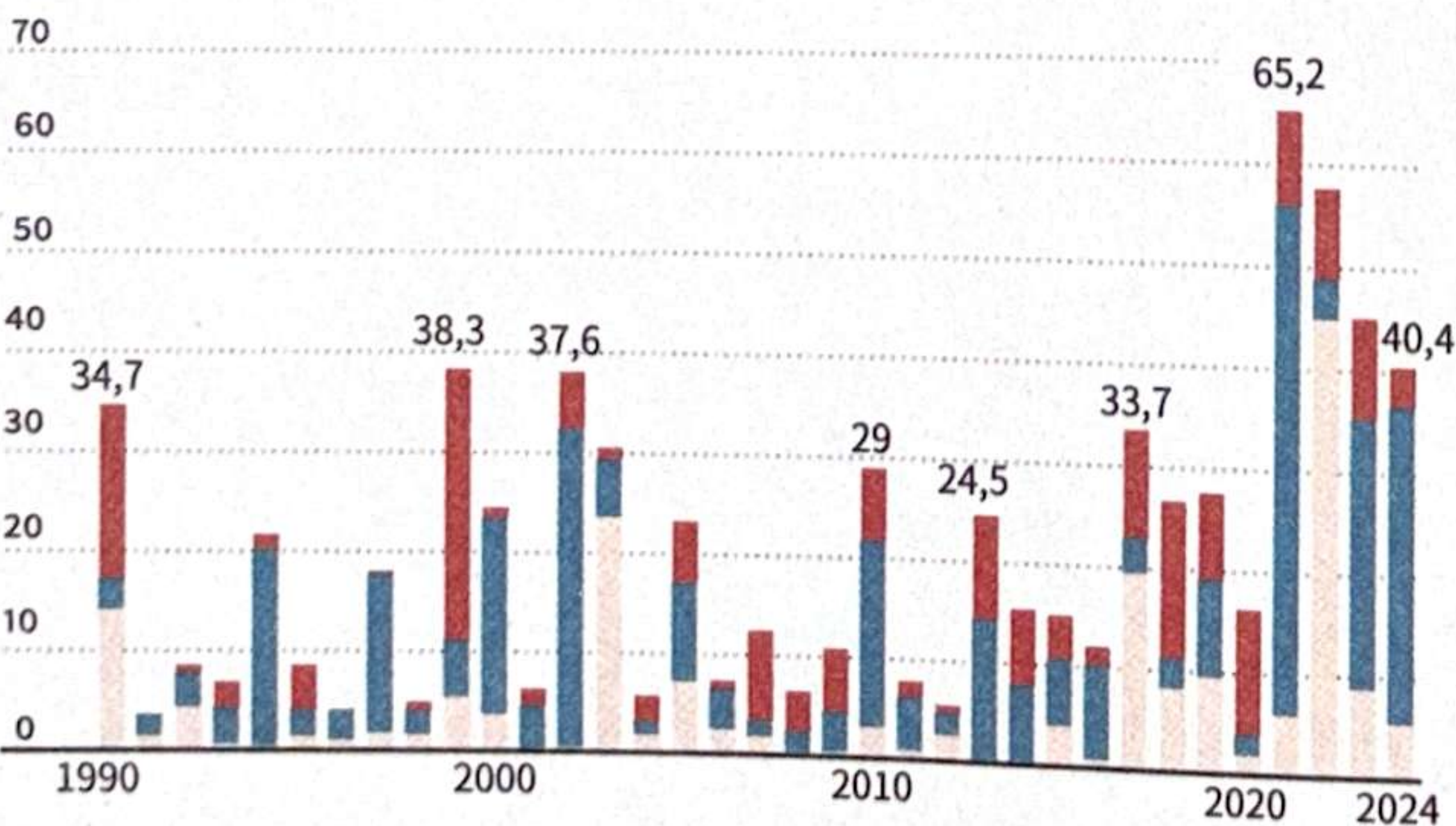


LE COÛT DES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES EXTRÊMES

Perte économique annuelle dans l'Union européenne,
en milliards d'euros

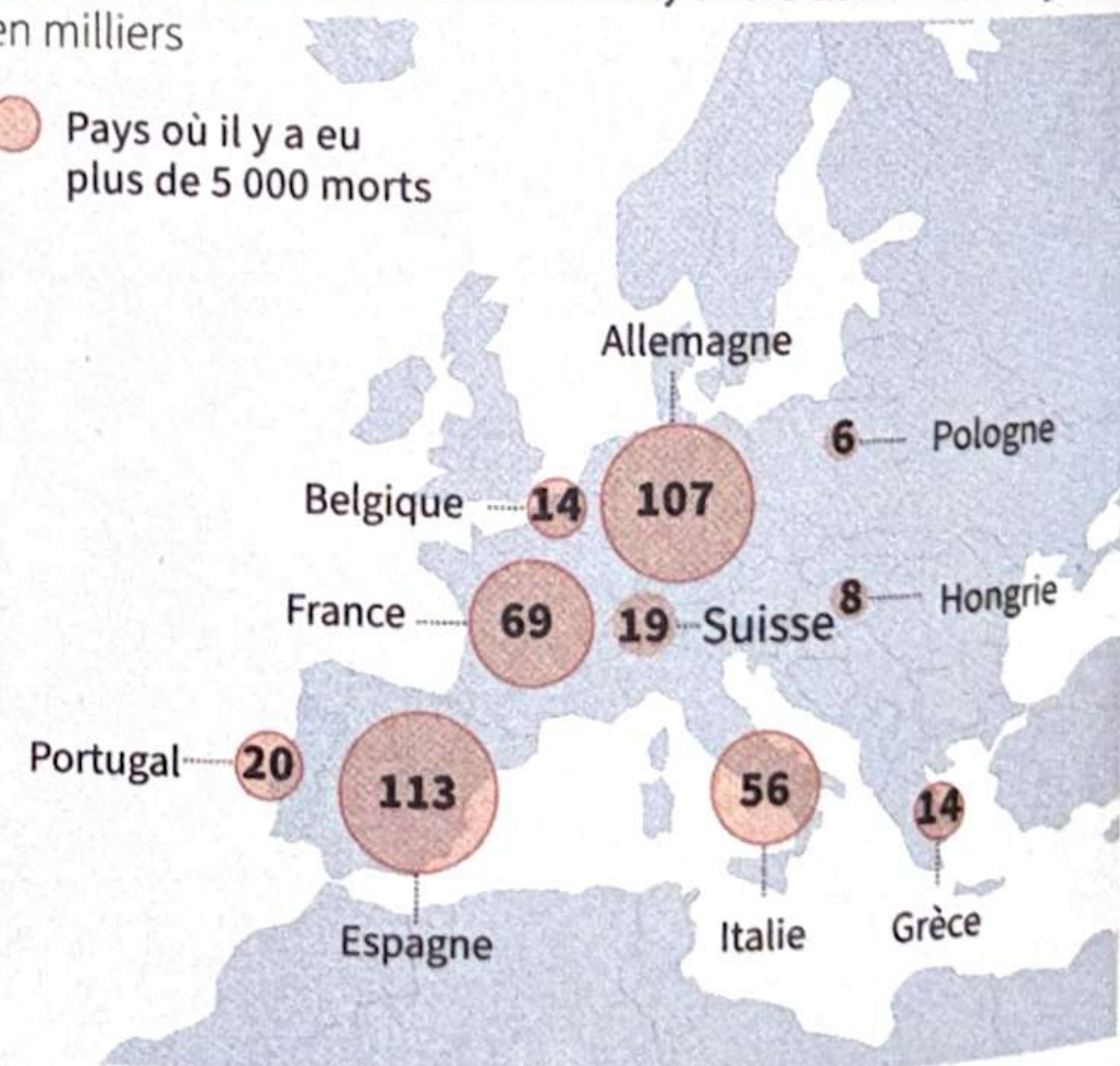
Tempête, grêle, vent
Inondation

Vague de chaleur ou de froid,
feu de forêt, sécheresse, gel



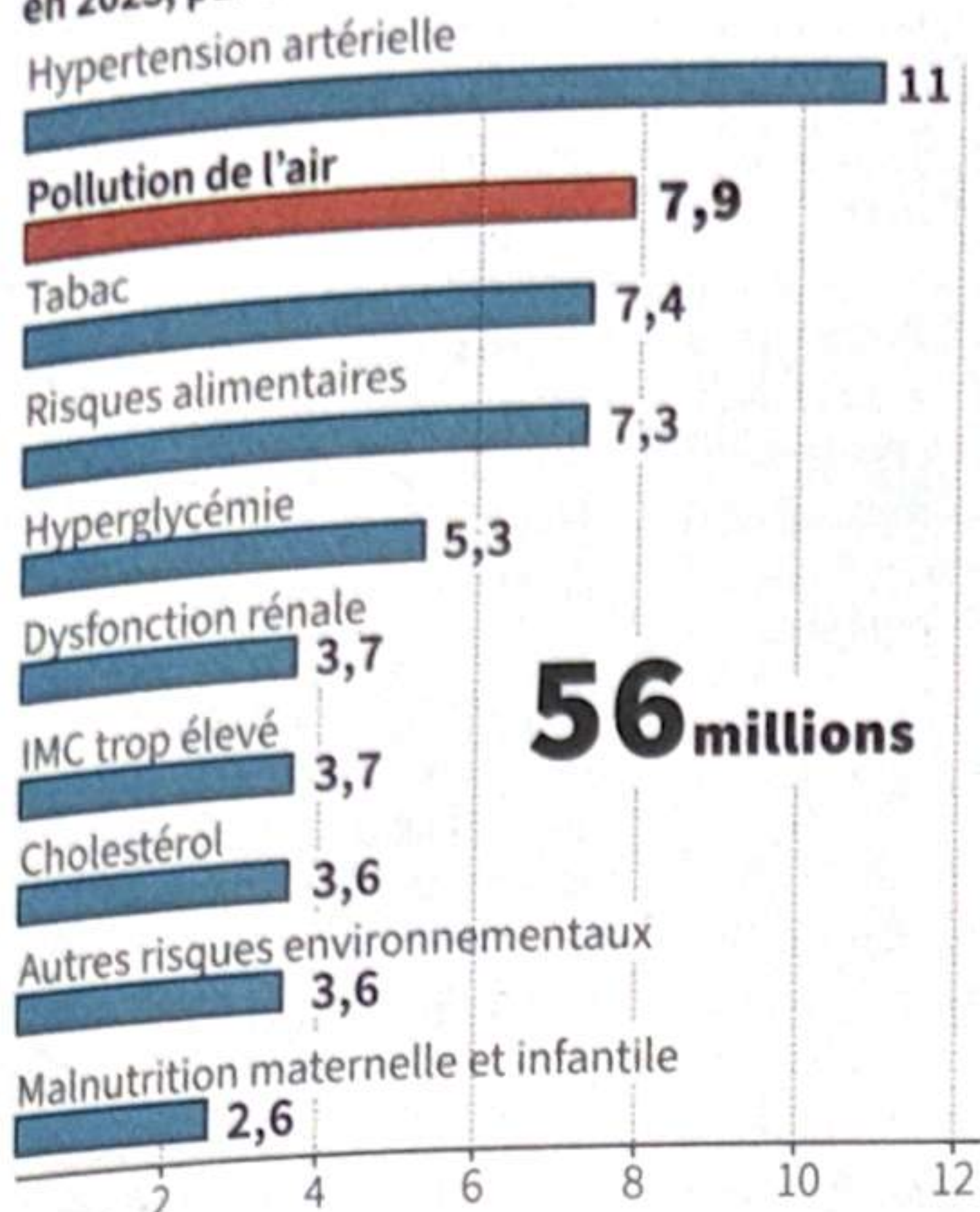
Nombre de morts liées au climat, entre 1980 et 2024,
en milliers

Pays où il y a eu
plus de 5 000 morts

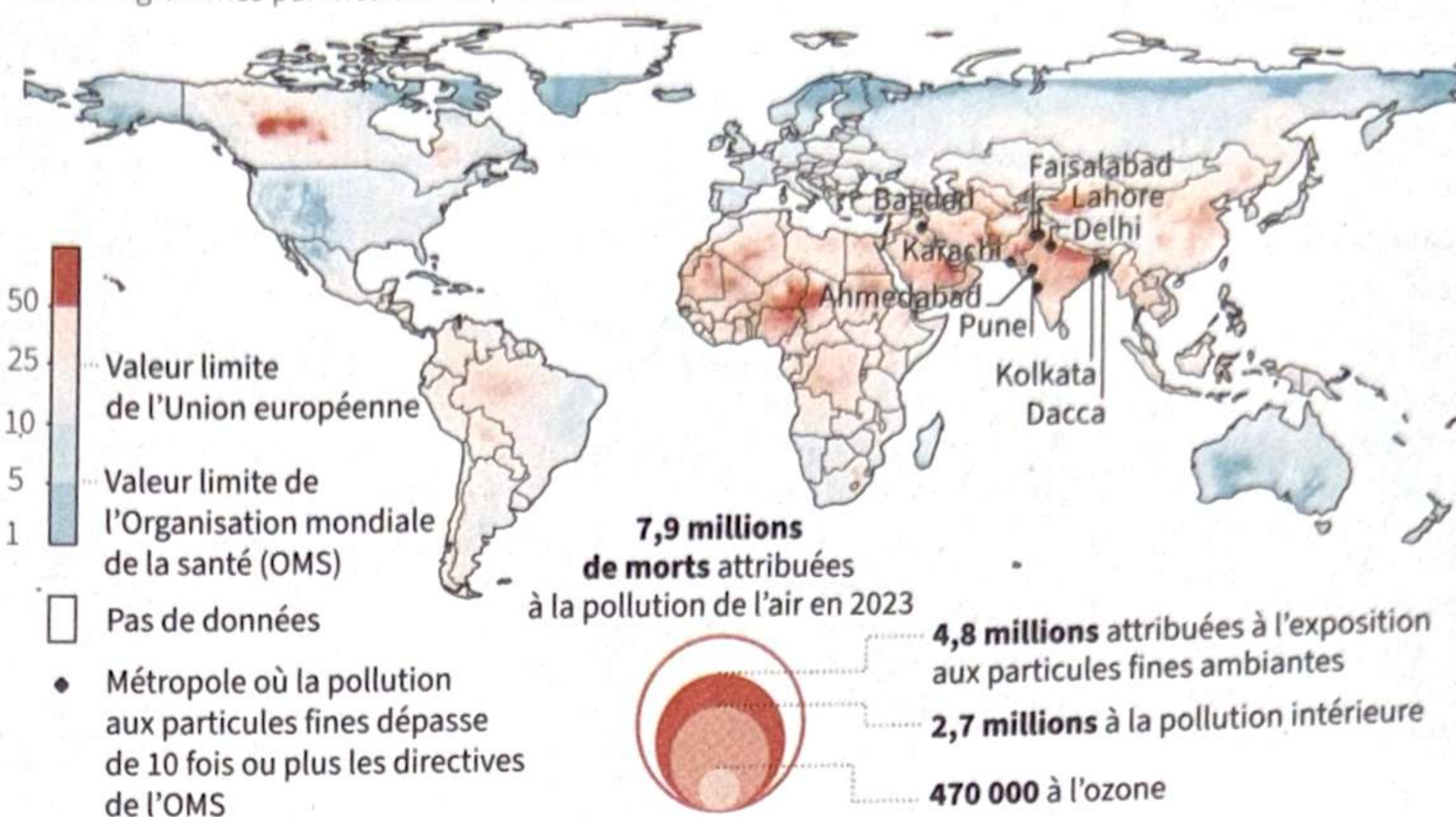


LA POLLUTION DE L'AIR, L'UNE DES CAUSES MAJEURES DE MORTALITÉ DANS LE MONDE

Estimation du nombre de morts dans le monde, en 2023, par facteur de risque sanitaire, en millions



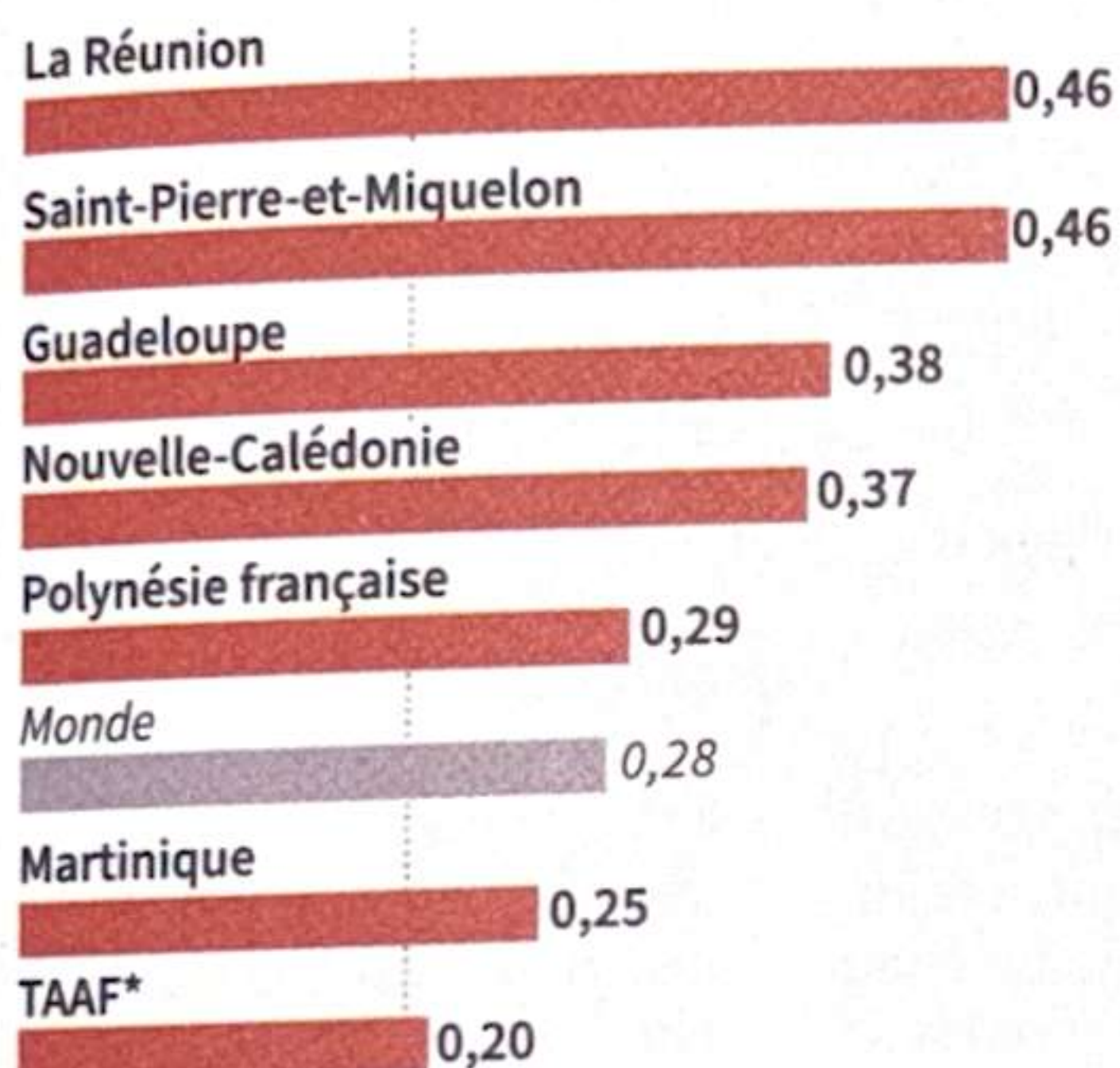
Moyenne annuelle de la concentration de particules fines ($PM_{2,5}$) dans l'air, pondérée par la population en microgrammes par mètre cube par an, en 2023



LES OUTRE-MER PLUS EXPOSÉS AUX RISQUES SUR LA BIODIVERSITÉ

Indice de risque d'extinction des espèces à court terme, en 2023

Plus la valeur est proche de 1, plus les populations évaluées sont dans une situation susceptible de conduire à leur disparition



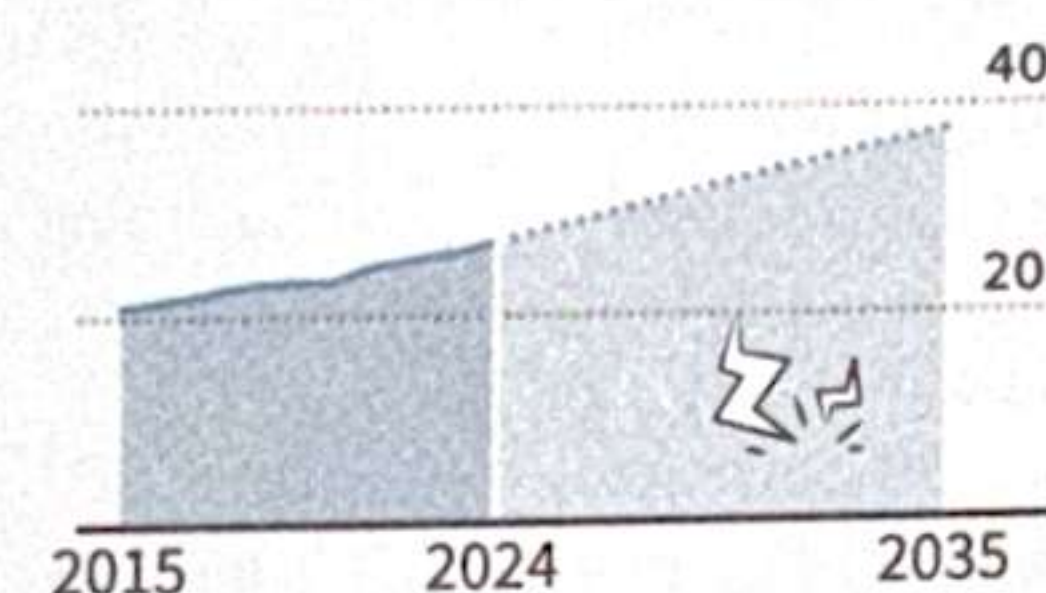
17 % des espèces pourraient disparaître à moyen terme en France métropolitaine, sans mesures de conservation efficaces

2 268 espèces sur les 200 801 inventoriées en France sont menacées d'extinction

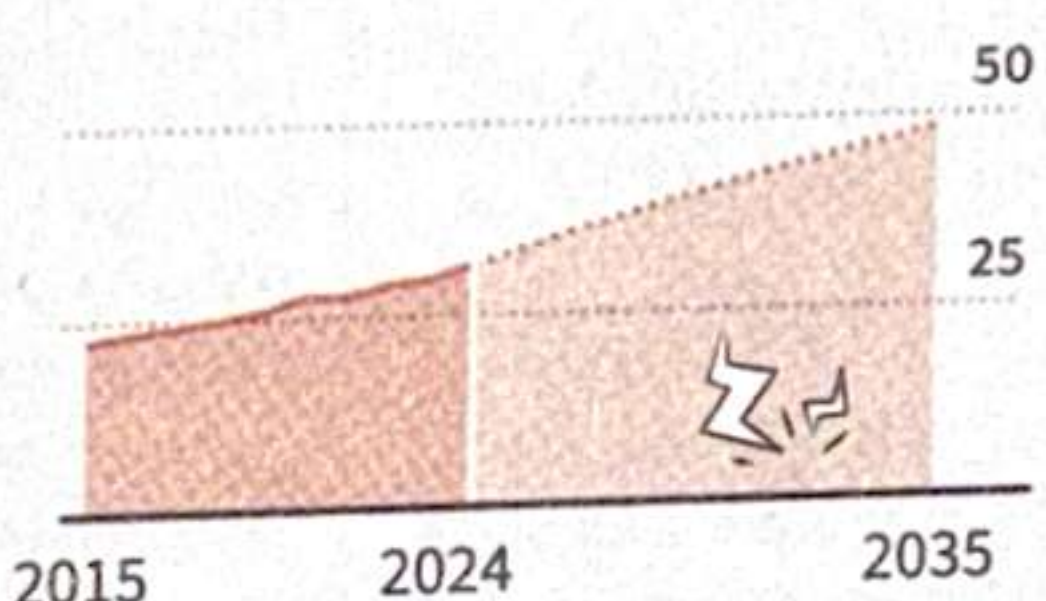
La France occupe le **10^e rang** des pays hébergeant le plus grand nombre d'espèces menacées

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE PEINE À S'ACCOMPLIR

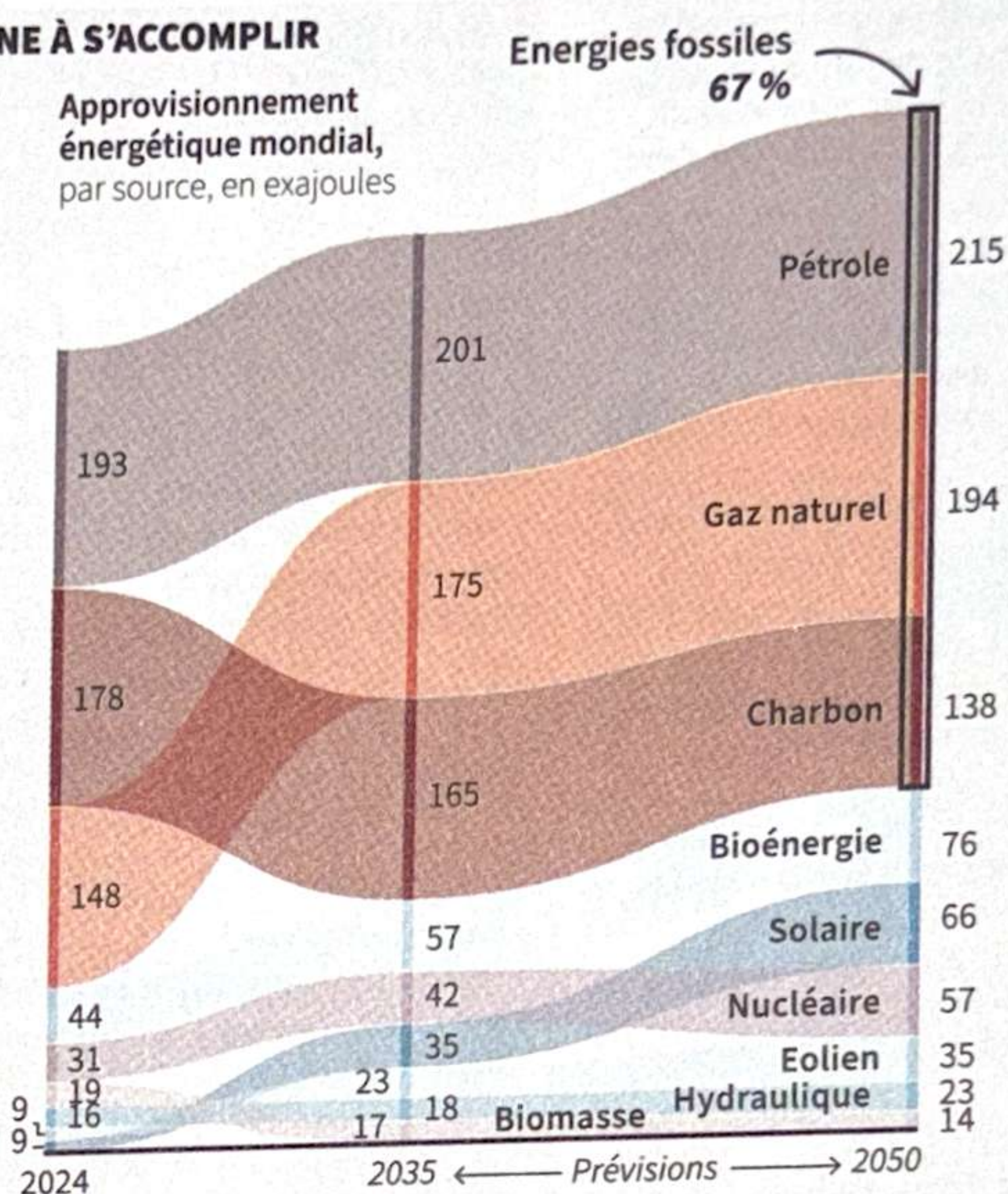
Evolution de la demande en énergie électrique dans le monde, en milliers de térawattheures (TWh)



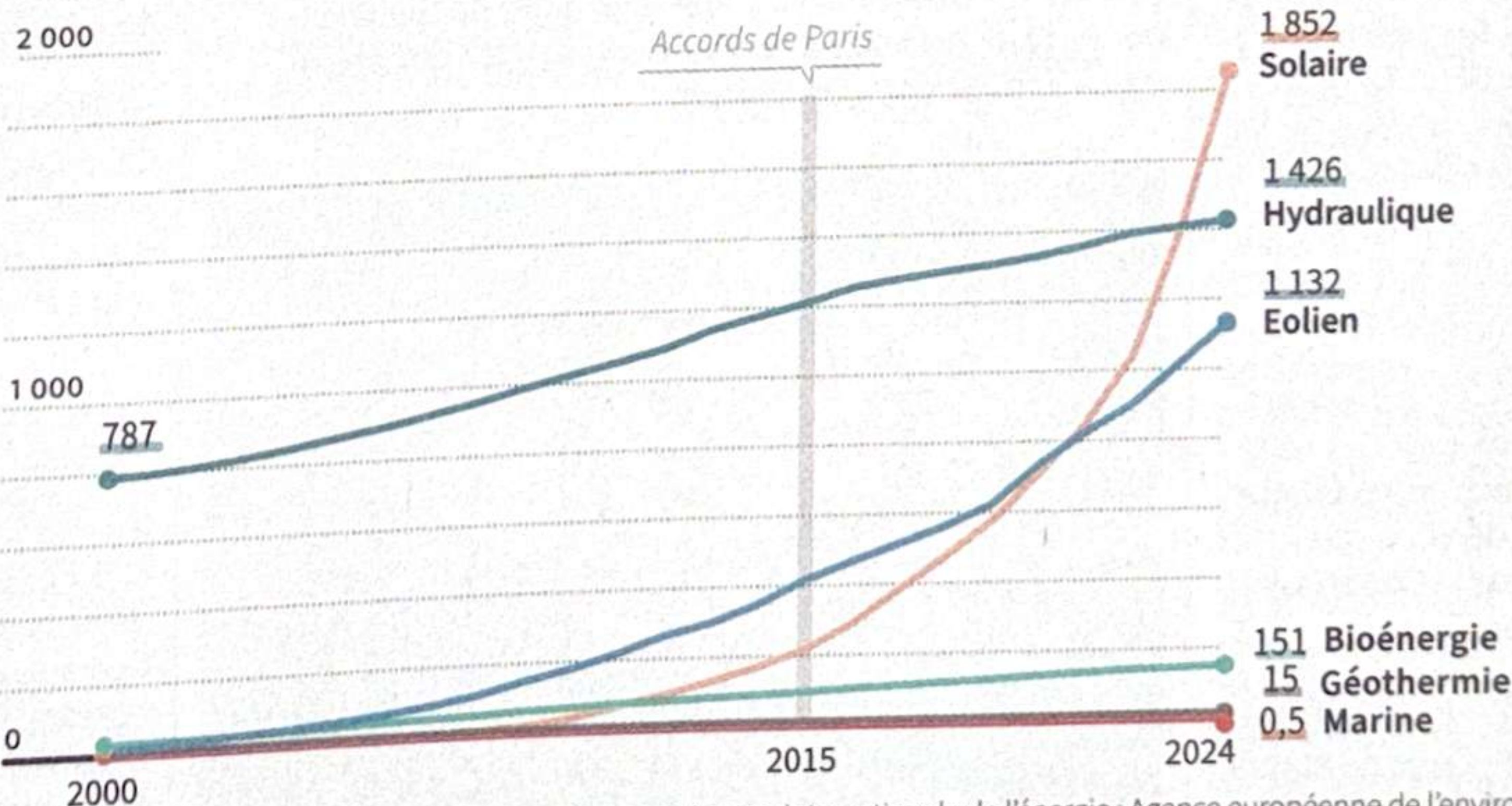
Evolution de la part des renouvelables dans la production d'électricité mondiale, en %



Approvisionnement énergétique mondial, par source, en exajoules



Evolution de la capacité installée des énergies renouvelables, en gigawatts



Sources : Agence internationale de l'énergie ; Agence européenne de l'environnement ; Commissariat général au développement durable ; Health Effects Institute ; Nature ; Le Monde

*Terres Australes et Antarctiques françaises